

INPRECOR

Numéro 202 du 9 septembre 1985 - 12FF - 85FB - 4FS



NOUVELLE-CALEDONIE

**Après une année
de mobilisation
du peuple Kanak**

AFRIQUE DU SUD

**Pretoria
sur la défensive**



URSS

La classe ouvrière soviétique aujourd'hui

Sommaire du numéro 202 du 9 septembre 1985

3	NOUVELLE-CALEDONIE	Après une année de mobilisations du peuple kanak	Louis MARTINOT
10	MEXIQUE	Le PRT au Parlement. Interview de notre camarade Sergio Rodriguez	Propos recueillis par Eric TOUSSAINT
14	URSS	La classe ouvrière soviétique aujourd'hui	Bohdan KRAWCHENKO
21	AFRIQUE DU SUD	Le régime de Prétoria sur la défensive	Nathan PALMER
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE ETATS-UNIS : La flexibilité « made in USA ». GUADELOUPE : La mobilisation pour la libération de Georges Faisans.	
28	MILITARISATION	Il y a 40 ans, la guerre froide a commencé à Hiroshima	Eric PETER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Après une année de mobilisation du peuple kanak

A LA fin de 1984, les feux de l'actualité étaient brusquement braqués sur la révolte d'un petit peuple vivant aux confins du Pacifique sud, en Nouvelle-Calédonie. La mobilisation du peuple kanak derrière le Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS) faisait découvrir une lutte de libération nationale originale, dont les répercussions alimentèrent le débat politique national en France (1). Depuis lors, le pouvoir colonial est parvenu à reprendre l'initiative. Profitant de la nouvelle situation ainsi créée, le gouvernement français s'active pour inscrire dans les faits un processus néo-colonial, avec l'application de la loi Fabius, qui envisage l'instauration de quatre conseils régionaux à travers le territoire, dont deux devraient être gérés par les indépendantistes à

l'issue des prochaines élections régionales (cf. encadré).

Cette orientation gouvernementale se nourrit d'une part des illusions d'une partie des responsables du FLNKS sur la possibilité d'arracher une authentique indépendance sans s'affronter à l'appareil d'Etat colonial et au système d'économie capitaliste et, d'autre part, des difficultés du reste du mouvement à définir une stratégie de lutte alternative aux propositions gouvernementales françaises et répondant aux aspirations spontanées des comités locaux du Front.

Tenter de faire le point sur cette année de mobilisation, sans dissimuler les difficultés et les blocages que rencontre le combat du peuple kanak, est une nécessité pour tous ceux qui veulent résolument maintenir la solidarité avec cette lutte.

Louis MARTINOT

Par son boycott actif des élections à l'Assemblée territoriale du 18 novembre 1984, le mouvement indépendantiste kanak a infligé un sérieux camouflet à la politique du gouvernement Mitterrand en Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS, constitué en septembre 1984, comme une coalition unitaire des forces anticolonialistes, est parvenu ainsi à imposer l'abandon de la loi Lemoine sur l'évolution du territoire, qui avait été adoptée par l'Assemblée nationale en juillet 1984 (2). C'était là une grande première pour un mouvement nationaliste qui n'avait guère connu jusqu'à de telles échéances politiques.

Ce boycott électoral, réussi à 80 % parmi l'électorat mélanésien, a représenté un point de rupture avec la longue tradition des nationalistes kanaks de participation aux institutions coloniales. Il a aussi signifié un retour critique sur l'expérience de gestion du Conseil de gouvernement, l'exécutif local, par le Front indépendantiste (FI), entre 1982 et 1984. Quelles que soient les limites de cette réorientation pour une partie de ses initiateurs, elle contribuera à libérer les énergies du peuple kanak et à ouvrir la voie à une confrontation avec le régime colonial d'une ampleur inégalée auparavant par la lutte nationaliste dans ce pays. Ces événements ont donné un véritable coup de fouet à l'auto-organisation de la population mélanésienne, par la mise en place de comités unitaires du FLNKS dans les tribus et les régions.

Avec les barrages routiers qui bloquaient l'activité de l'île, le succès du boycott électoral et l'audacieuse occupation de Thio organisée par le secrétaire général de l'Union calédonienne (UC) Eloi Machoro et ses camarades, les Kanaks effectuaient une expérience capitale : malgré leur infériorité numérique au sein de la population totale du territoire et leurs

faibles moyens techniques pour assurer leur autodéfense face à l'appareil militaire colonial et aux colons européens sur-équipés, les indépendantistes faisaient la démonstration qu'il leur était possible de modifier le rapport des forces en leur faveur en s'appuyant sur une mobilisation générale des ressources militantes autour d'un objectif commun. Quelles que furent les limites du bénéfice politique que la direction du FLNKS tirera par la suite de cette mobilisation de masse, ces actions contribueront à un renforcement de la prise de conscience anticolonialiste de la population mélanésienne et tout principalement de ses couches les plus jeunes.

UN RETOURNEMENT DE SITUATION

Moins d'un an après le boycott électoral du 18 novembre 1984, ce rapport des forces ainsi imposé par l'action de masse s'est pourtant peu à peu effiloché. Le régime colonial est parvenu à reprendre l'initiative sur le terrain à l'aide de son imposant dispositif de répression. Il y a aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie l'équivalent d'un membre des forces répressives pour dix Kanaks. Les institutions coloniales n'ont jamais cessé d'agir unilatéralement contre la mobilisation indépendantiste : les tribus kanakes sont systématiquement investies par les gendarmes, des dizaines de militants du FLNKS ont été incarcérés, Eloi Machoro et Marcel Nonnaro ont été assassinés par les tireurs d'élite du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), d'autres Kanaks ont été tués par des colons, le pays est quadrillé par les gendarmes mobiles dotés d'engins blindés. Pendant ce temps, les groupes de la droite et de l'extrême-droite coloniale peuvent impunément multiplier leurs provocations : attentats à l'explosif contre des bâtiments publics, émeute raciste à Nouméa malgré l'état d'urgence, ratonnades

antikanaks, menaces et intimidations contre les dirigeants indépendantistes et les européens progressistes, structuration de groupes paramilitaires dont certains sont organisés directement avec l'aval du gouvernement territorial de Dick Ukeiwé, dirigeant du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), lié au RPR de Jacques Chirac.

Les menées gouvernementales contre les indépendantistes vont de pair avec une orientation politique qui consiste à imposer en Nouvelle-Calédonie une solution de compromis conduisant à terme à une indépendance néo-coloniale qui garantisse à la fois l'essentiel des privilèges de la population coloniale et les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français.

Mais, alors que la contre-offensive du gouvernement français se développait également sur le terrain politique, le FLNKS s'est trouvé en difficulté pour y riposter efficacement par la mobilisation de masse et pour élaborer des propositions alternatives aux plans néo-coloniaux de Paris. Pour une part, les raisons de cette situation résident dans les illusions entretenues par une fraction importante du mouvement indépendantiste sur la volonté de décolonisation du gouvernement Mitterrand et, pour une autre part, dans l'incapacité du reste du mouvement à définir

1. Le FLNKS regroupe, en plus de l'Union calédonienne (UC), de l'Union progressiste mélanésienne (UPM), du Front uni de libération kanake (FULK), du Parti socialiste calédonien (PSC) déjà présents dans le Front indépendantiste (FI) créé en 1979, le Parti de libération kanake (PALIKA), l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE), le Groupe des femmes kanakes et exploitées en lutte (GFKEL), et le Comité d'occupation des terres de la côte Ouest.

2. Pour plus de détails sur les événements de novembre 1984, se reporter à *Inprecor* numéro 189 du 4 février 1985.

une stratégie de mobilisation à la hauteur des nouveaux enjeux de la lutte. Dès lors, la direction du FLNKS s'est en grande partie laissée entraîner à simplement négocier les propositions de Paris, plutôt que de concevoir ces discussions avec le pouvoir colonial — inévitables par ailleurs — comme un lieu de confrontation et de manœuvres politiques en relation directe avec la nécessité de reconstruire un rapport de forces favorable sur le terrain.

Aujourd'hui, un constat s'impose : ce rapport de forces s'est lentement détérioré au détriment des indépendantistes kanaks, un nombre substantiel des comités de lutte du FLNKS ont des difficultés à fonctionner et à agir, la direction bicéphale du Front (bureau politique et Gouvernement provisoire) est impuissante à proposer des axes de mobilisation et à coordonner et centraliser les actions éparpillées des comités de lutte les plus déterminés. Aucune avancée significative n'a été réalisée, à la faveur de cette période de lutte, dans le sens de la résolution des principaux problèmes organisationnels et stratégiques auxquels se trouve confrontée la lutte de libération nationale à cette étape. La réflexion programmatique concernant son mot d'ordre « Indépendance kanake et socialiste » ne s'est pas approfondie et clarifiée et, finalement, aucune recomposition politique notable n'est apparue pour que puisse s'élargir et se consolider un courant anticolonialiste et anti-impérialiste radical susceptible de porter plus avant le combat pour l'indépendance et la souveraineté nationale.

Par contre, les pressions politico-militaires du gouvernement français sur le FLNKS ont mis à l'épreuve l'unité de ce front tout comme la cohésion des différents groupes qui le composent. Après avoir récupéré l'initiative politique et partiellement rétabli l'ordre colonial, le gouvernement français est progressivement revenu sur les quelques concessions verba-

les faites aux Kanaks par son représentant, Edgard Pisani — aujourd'hui ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie —, au moment fort de la mobilisation indépendantiste. Ainsi, de reculade en déroboade, la voie était tracée pour « un retour à la case départ », comme le titrait le *Monde* en avril dernier, avec l'adoption en juillet 1985 de la loi Fabius sur le statut de la Nouvelle-Calédonie (3). Le mouvement indépendantiste se trouve donc actuellement dans une position délicate. Mais le régime colonial n'est pas parvenu à ce résultat du simple fait de sa supériorité militaire. Il a été essentiellement servi par son aptitude à jouer sur les faiblesses politiques et structurelles du FLNKS, notamment en entretenant des rapports privilégiés avec l'Union calédonienne (UC) et le Gouvernement provisoire de Kanaky.

Pour appréhender l'état de la situation actuelle, il est donc indispensable de cerner les principaux blocages qui font obstacle à la relance de la mobilisation indépendantiste, au premier plan desquels il faut noter le rôle négatif joué par l'absence d'une stratégie d'ensemble de la lutte de libération nationale et les limites de la réflexion programmatique du FLNKS.

ABSENCE D'UNE STRATÉGIE D'ENSEMBLE

Depuis novembre 1984, le mouvement indépendantiste kanak a connu l'expérience politique et militante la plus riche des 25 dernières années de son combat. Cela est vrai à la fois par le nombre des forces militantes investies dans ces actions, le terrain sur lequel s'est située cette mobilisation et les formes d'auto-organisation auxquelles elle donna lieu. L'unité et la prise de conscience anticolonialiste du peuple kanak ont connu, à cette occasion, un important bond en avant, tandis que la perspective de l'indépendance était popularisée. Certes, le

contenu que le FLNKS donne à cette indépendance kanake et socialiste reste encore des plus flous, même si la récupération des terres spoliées constitue l'armature de la démarche indépendantiste populaire.

Cependant, toute cette période de mobilisation n'a pas été sous-tendue par une stratégie d'ensemble bien définie. Ce n'est par exemple pas un tel projet à long terme qui a conduit la majorité du FLNKS à opter pour le boycott électoral en novembre 1984. Il s'agissait au contraire d'une réorientation essentiellement empirique et tactique qui ne rompait pas clairement avec la démarche passée du mouvement nationaliste (4).

Toutefois, la tactique des barrages routiers de novembre 1984 ne pouvait se perpétuer indéfiniment sans précipiter un affrontement d'ampleur avec les forces répressives auquel les tribus kanakes et les comités locaux du FLNKS n'étaient pas préparés. Le FLNKS était donc, de toute façon, contraint de développer une orientation qui combine des actions de mobilisation à la base pour imposer une amélioration du rapport de forces initial, avec des négociations au sommet destinées à concrétiser cette situation par des concessions institutionnelles arrachées au gouvernement. Mais cette démarche devait être conçue dans un cadre stratégique unique qui fit alors défaut. A cela, les raisons sont multiples.

Une série de difficultés objectives propres à la lutte du peuple kanak sont effectivement inscrites dans la réalité politique, économique et sociale du territoire. On peut citer, en vrac, l'infériorité numérique relative des Kanaks, leur mise à l'écart du salariat et des formes d'organisation syndicale, l'éparpillement du peuplement mélanésien en tribus rurales, le surarmement des colons européens. Ces éléments posent au FLNKS certains problèmes incontournables. On peut aussi y ajouter le fait que la situation sociale de beaucoup de Kanaks (petits cultivateurs) et la nature des expériences politiques passées du mouvement nationaliste n'ont pas été des conditions propices au développement rapide d'une direction porteuse d'une stratégie clairement définie.

Le mouvement nationaliste kanak a néanmoins pu profiter d'une longue période de maturation dans les 25 dernières années, sans être confronté, pendant tout ce temps, à des échéances politiques cruciales. Aujourd'hui, c'est tout le contraire qui se produit. Les événements ont été précipités par l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, en 1981, par l'expérience du passage des indépendantistes au Conseil de gouvernement néo-calédonien en 1982-1984, et surtout par la mobilisa-

Edgard Pisani dans la brousse. (DR)



3. Pour une analyse détaillée du plan Fabius, se référer à *Rouge*, hebdomadaire de la LCR, du 3 mai 1985.

4. Sur les caractéristiques générales de la société mélanésienne, les formes spécifiques de domination coloniale en Nouvelle-Calédonie et l'analyse de l'histoire du mouvement nationaliste kanak, se reporter à *Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake*, de Claude Gabriel et Vincent Kermel, aux éditions La Brèche, Paris, 1985.



La délégation du syndicat USTKE au congrès du FLNKS en septembre 1985. (DR)

tion de novembre 1984. Les échéances se précipitent. Cela implique que les mobilisations à venir devront être beaucoup plus massives, beaucoup mieux structurées, et que les affrontements avec le colonialisme seront de ce fait inévitablement plus sérieux et plus meurtriers. Arracher une authentique indépendance, maintenant que le gouvernement français s'emploie à inscrire dans les faits sa solution d'« Etat-associé », avec l'instauration préalable des conseils de région, devient une tâche de plus en plus difficile.

A ce niveau de confrontation politique, le retard pris par le mouvement nationaliste dans l'élaboration d'une stratégie globale de libération nationale peut devenir un élément déterminant en défaveur de son combat. Cette faiblesse du FLNKS est d'ores et déjà un facteur de blocage de la mobilisation des masses. Et, de ce point de vue, le temps semble plutôt jouer en faveur du gouvernement français et de ses manœuvres. La situation peut donc devenir, à terme, quasiment irréversible. Force est de constater que la période allant de fin 1984 à l'été 1985 n'a pas été mise à profit par le FLNKS pour redresser la barre. Les congrès de Nakety, en février 1985, et de Hienghène, en mai 1985, n'ont pas apporté de réponses décisives à ces problèmes et la direction du FLNKS a laissé échapper beaucoup d'occasions de le faire. A telle enseigne que, déjà handicapée par une dualité de direction non maîtrisée entre le bureau politique et le Gouvernement provisoire, elle s'est trouvée littéralement paralysée pour répondre aux nouveaux enjeux qui s'offraient à elle.

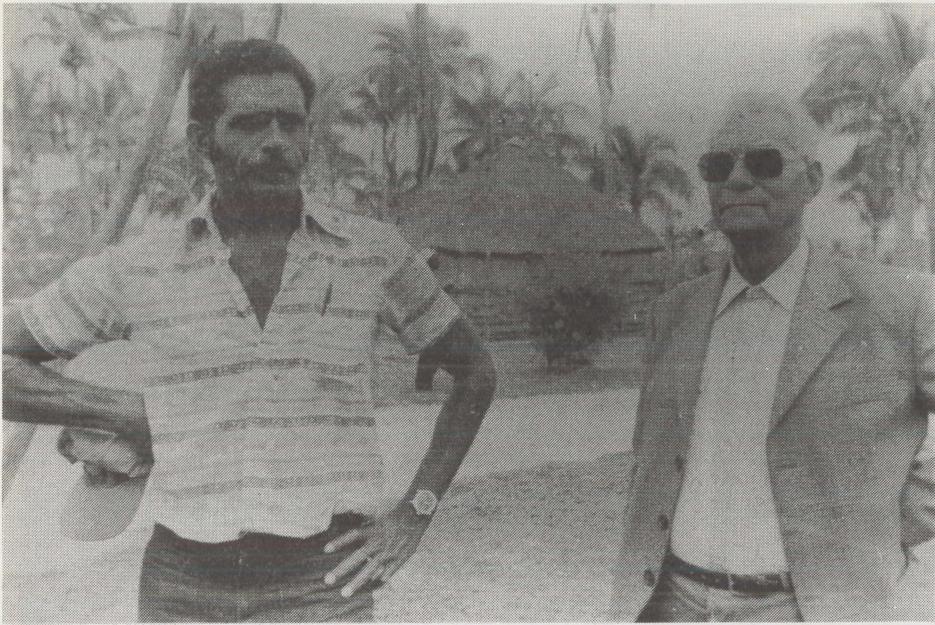
Ce n'est pourtant pas la détermination des militants indépendantistes qui manque pour aller de l'avant. Il eût été semble-t-il possible de partir des expériences de mobilisations de ces derniers mois pour au moins commencer à définir cette orientation stratégique qui fait tant défaut. N'est-il pas négatif qu'une action aussi importante que le blocus de Thio par Machoro n'ait donné lieu à aucune évaluation de cette sorte ? Non seulement les raisons de son échec final sont ignorées par la majorité des militants du mouvement indépendantiste, mais les leçons positives de cette action n'ont pas non plus été développées et théorisées.

Ce sont alors les fausses évidences, diffusées sciemment par les tenants de la politique gouvernementale, qui ont toutes les chances de prendre la place d'authentiques bilans circonstanciés qui n'ont pas été tirés. Ainsi en est-il de l'alternative mise en avant par les conseillers du gouvernement français lorsqu'ils s'adressent aux indépendantistes en ne leur laissant le choix qu'entre une « lutte armée » (impossible, puisque le FLNKS n'en a pas les moyens) ou l'acceptation pure et simple du plan Fabius. C'est là un véritable piège politique dans lequel l'on tente d'enfermer les militants kanaks, en utilisant les difficultés de la direction du FLNKS (5). Il est facile d'imaginer la gravité d'une telle vision si elle devenait hégémonique au sein du mouvement nationaliste.

Certes, tout le monde est conscient que la question de la lutte armée n'est pas une perspective en Nouvelle-Calédonie, mais dans la phase présente, il semble difficile de dissocier deux volets de la lut-

te : d'un côté, la négociation avec le gouvernement colonial pour arracher le maximum de concessions et jouer sur les éventuelles contradictions de ses projets et, de l'autre, une relance de la mobilisation des masses kanakes suivant des formes adaptées à la réalité locale pour reconstruire un rapport de forces qui s'est effrité. Il serait en effet faux, et dangereux pour l'avenir même de la lutte, de croire que le blocage actuel de la mobilisation indépendantiste est le simple produit de l'infériorité militaire des Kanaks face à la droite coloniale et aux forces répressives gouvernementales. Le principal facteur politique de blocage de la lutte réside, au contraire, dans les faiblesses propres du FLNKS. Le cas du boycott scolaire lancé par le FLNKS au printemps 1985 est à cet égard tout à fait révélateur, dans la mesure où ce n'est pas le poids militaire du colonialisme qui est venu mettre un terme à l'extension de cette forme d'action anticoloniale. C'est la direction du FLNKS elle-même qui s'est montrée impuissante à

5. Il est révélateur, à la fois des difficultés actuelles du FLNKS et de l'état de la réflexion politique au sein d'un de ses courants les plus à gauche, de lire sous la plume d'un dirigeant du PALIKA, que les intentions du gouvernement socialiste « vont dans le sens des intérêts des Kanaks, et au PALIKA nous ne pouvons pas rester insensibles ». Manquant apparemment d'alternative face à la politique gouvernementale, l'auteur de l'article poursuit : « Ne pas faire le jeu du colonialisme et du néo-colonialisme, c'est choisir l'affrontement avec la droite et le gouvernement socialiste et ses forces de l'ordre. Nous avons dit plus haut que nous n'avons pas les moyens de choisir cette voie. » (Kanak, organe du PALIKA, numéro 105 du 20 juillet 1985.)



Eloi Machoro avec le député indépendantiste Roch Pidjot. (DR)

l'organiser, à en définir les contours et les limites et à la centraliser.

L'EXEMPLE DU BOYCOTT SCOLAIRE

Le premier problème a été le manque de précision de la formulation même du mot d'ordre de boycott scolaire, ce qui sera ensuite à l'origine de nombreuses confusions. L'appel du FLNKS ne précisait pas s'il s'agissait d'un boycott limité dans le temps, c'est-à-dire d'un acte politique de mobilisation à court terme, ou bien d'un appel au boycott permanent de l'école coloniale, visant à l'édification d'une contre-société et de ce fait accélérant les bases de l'affrontement avec l'Etat colonial et ses institutions. Cette imprécision a eu pour effet immédiat de jeter le trouble sur la mobilisation. Pourtant, à travers cette action, les comités de lutte et la population évoluaient politiquement à pas de géant, prenaient des initiatives qui auraient paru impensables quelques semaines auparavant. Les masses kanakes approfondissaient, dans le cours de la mobilisation, leur réflexion sur la future société indépendante, d'une manière concrète et sans commune mesure avec ce qui se faisait auparavant.

Cette forme de mobilisation avait par ailleurs un autre avantage : le pouvoir colonial n'avait pas les moyens de s'attaquer frontalement à ce mouvement de boycott scolaire qui, en toute logique, aurait donc dû être la base de départ pour l'édification d'un rapport de forces encore plus favorable. Cette mobilisation aurait dû permettre de contourner la difficulté révélée par la précédente tactique des barages routiers, à savoir l'impréparation militaire des Kanaks à un affrontement direct et d'ampleur avec le pouvoir colonial et les forces réactionnaires locales. Le boycott scolaire devenait en quelque sorte le moyen de biaiser par rapport à ce problème, sans rien concéder pour autant sur le fond de l'objectif politique de la mobilisation, puisqu'au contraire la

rupture avec le colonialisme s'approfondissait encore dans les mentalités des militants indépendantistes.

C'est pourtant l'inverse qui s'est finalement produit. Le boycott scolaire a été plus ou moins suspendus dans de nombreuses régions, après la décision du congrès du FLNKS de Hienghène en mai 1985 de laisser cette forme d'action au seul ressort des comités de lutte concernés. Les causes de ce recul ne résident pourtant pas dans la force d'un pouvoir colonial plutôt surpris par l'originalité de cette action ni dans la faiblesse de la mobilisation à la base dans les tribus. Elles se trouvent ailleurs, à deux niveaux : d'une part, un certain nombre d'erreurs liées à l'imprécision du mot d'ordre ont été commises et, d'autre part, il y a eu une absence de toute initiative centralisatrice. Pour éviter de faux débats, il aurait peut-être fallu décider d'emblée de limiter le boycott à l'école primaire et annoncer que la région de Nouméa et du Mont Dore étaient exclues de cette forme de lutte, étant donné la situation particulière dans cette zone où les Kanaks sont très minoritaires.

Quant aux blocages, ils proviennent essentiellement de la quasi absence d'initiatives de la part de la direction du FLNKS pour organiser et coordonner ce mouvement de boycott dans les tribus. Alors que 80 % des comités locaux s'étaient prononcés en faveur de ce moyen d'action, qui occupait l'activité et la réflexion de la plupart des régions, aucune initiative ne semble avoir été prise au sommet pour synthétiser les expériences en cours et aider la base militante dans sa mobilisation. Lors de la conférence de Houailou consacrée à ce problème, toutes les critiques faites à la direction du FLNKS par les comités locaux allaient dans le même sens pour constater l'absence de communiqué du FLNKS appelant au boycott scolaire, le silence sur cette question de Jean-Marie Tjibaou, président du Gouvernement provisoire de Kanaky, le faible soutien pédagogique en provenan-

ce de Nouméa, où se concentre pourtant un certain nombre d'enseignants, la rareté des visites des dirigeants en brousse pour aider les comités locaux et convaincre certains parents de la justesse de cette forme de lutte. On pourrait aussi ajouter qu'aucun appel à la solidarité matérielle avec les écoles parallèles (écoles kanakes) n'a été adressé par le FLNKS au mouvement de soutien avec la lutte du peuple kanak en France.

Le danger réside donc aujourd'hui dans un arrêt progressif du boycott scolaire et une réduction du nombre des écoles populaires kanakes, sans qu'un bilan exact n'ait été tiré de cette action. Cela pourrait amener à des appréciations erronées, suivant lesquelles le boycott scolaire n'était pas à la portée du peuple kanak pour des raisons de rapports de forces, ou encore qu'il n'était pas souhaitable, parce qu'il s'opposerait à l'idée positive que certains se font de l'enseignement colonial (6).

LE DEBAT THEORIQUE SUR LE FLNKS

On peut s'interroger sur les racines de ces carences organisationnelles et programmatiques aux conséquences si importantes pour l'avenir de la lutte de libération nationale. A l'évidence, le programme du FLNKS a un contenu nationaliste et nullement anticapitaliste. La discussion ne peut porter sur ce point. Mais une caractérisation de ce type reste à la fois superficielle, donc partiellement fautive, et inopérante.

Se contenter de dire aujourd'hui que le FLNKS est une organisation nationaliste, voire petite-bourgeoise, ne résoud en rien la complexité de sa réalité et fourre l'ensemble de ses composantes dans le même sac. Cela revient à dire que le Parti de libération kanak (PALIKA), qui se revendique du marxisme et du socialisme, est aussi une organisation « petite-bourgeoise », que l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE) l'est également, tout comme l'ensemble des comités de lutte, et cela soit politiquement (en tant que militants se revendiquant d'un programme nationaliste), soit de par leur nature sociale non prolétarienne, ce qui est le fait de la majorité écrasante de la population mélanésienne.

La réalité est toutefois bien plus complexe. Le FLNKS et ses différentes composantes ont en quelque sorte une na-

6. Une série de bilans des Ecoles populaires kanakes (EPK) ont été publiés dans *Bwenando*, un hebdomadaire publié à Nouméa par des militants du FLNKS. Dans l'un d'entre eux, publié le 1er août 1985, on peut lire : « Ce dont l'EPK a sans doute le plus besoin, c'est de contacts, d'échanges. (...) La rencontre entre l'EPK de Ponérihoun et celle d'Ouvéa fut certainement aussi riche. Mais c'est encore insuffisant. A Lifou, on a écrit à toutes les EPK pour leur soumettre un ensemble de réflexions et proposer une Convention nationale des EPK de Kanaky. » Il semble donc que les comités de lutte du FLNKS qui maintiennent le boycott scolaire tentent de se coordonner et de centraliser leurs actions en prenant eux-mêmes des initiatives en ce sens.

LE PLAN FABIUS

La loi Fabius sur la Nouvelle-Calédonie, adoptée par l'Assemblée nationale en seconde lecture le 19 août dernier, est nettement en retrait par rapport au projet Pisani publié en janvier 1985. La continuité de la politique néo-coloniale du gouvernement Mitterrand apparaît dans la réaffirmation de la volonté « d'assurer à la fois l'ordre et le dialogue » en Nouvelle-Calédonie et « de prendre en compte à la fois les intérêts des diverses communautés et les intérêts de la France ».

Toutefois, le calendrier d'autodétermination est modifié, puisque le référendum prévu à cet effet aura lieu « au plus tard le 31 décembre 1987 », sans qu'aucune modification du corps électoral ne soit envisagée. Ainsi, les échéances sont repoussées après les élections législatives de mars 1986 en France, ce qui illustre bien les motivations politiques de la démarche gouvernementale. Aucune garantie n'est offerte aux Kanaks pour assurer la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination.

La principale innovation est le remplacement de l'actuelle Assemblée territoriale et du Conseil de gouvernement, aujourd'hui dominés par la droite coloniale, par des conseils de régions dont les représentants siégeront au sein d'un Congrès. La Nouvelle-Calédonie est ainsi divisée en quatre régions. Après les élections régionales prochaines, deux d'entre elles devraient revenir aux indépendantistes (le Nord et les Iles Loyauté), le conseil régional de Nouméa sera aux mains de la droite, tandis que l'avenir de celui de la région sud reste incertain. De fait, l'on retrouve sous cette

forme le maintien d'un statut spécial pour Nouméa, déjà clairement envisagé dans le projet Pisani.

Les différentes régions auront des pouvoirs décentralisés et notamment la possibilité de passer certains contrats de développement avec l'Etat français. Cela doit permettre à Paris de renforcer son emprise administrative et économique sur la brousse mélanésienne tout en œuvrant à l'émergence d'une élite kanake dans le cadre de la gestion de ces institutions décentralisées.

Le tout se double d'un renforcement de la base militaire française, pour « assurer durablement nos intérêts stratégiques dans cette partie du monde », selon le point 4 du plan Fabius. Cette présence militaire est destinée à endiguer toute tentative du peuple kanak d'arracher une réelle indépendance et une souveraineté nationale. Par ailleurs, cela peut aussi signifier, à terme, une « tahitisation » du territoire, c'est-à-dire un accroissement de sa dépendance vis-à-vis des retombées économiques et sociales dues à la présence des forces militaires françaises.

Ce texte ne prévoit nullement de transition vers une accession à l'indépendance, mais il tente plutôt de créer les conditions de ce que le gouvernement définit comme la mise en place, à terme, d'un « Etat-associé », c'est-à-dire d'un Etat formel sans réelle souveraineté. C'est ce qu'Edgard Pisani a nettement exprimé lors des débats à l'Assemblée nationale en mai dernier, en affirmant que le plan Fabius « essaie de créer les conditions d'un consensus suffisant pour permettre qu'un vote soit émis par un corps électoral défini par le Parlement, sur la question qui sera posée dans le cadre d'une loi votée par le Parlement ». C'est un véritable chèque en blanc qui est réclamé aux indépendantistes. ■

ture composite. Rappelons que nous n'avons pas affaire à un mouvement politique homogène organisé autour d'un programme bien défini, mais plutôt à un front anticolonialiste à structuration lâche, qui s'appuie sur un puissant sentiment national kanak. Ce sentiment national plonge ses racines dans les formes communautaires particulières qui continuent à régir certains rapports sociaux parmi la majorité des Kanaks (7). Cette « coutume », de tradition assez égalitaire, a joué jusqu'à ce jour, dans le cadre d'une société mélanésienne encore peu traversée par des différenciations sociales bien achevées, un rôle éminemment progressiste, en ce sens qu'elle a permis que survive l'identité de ce peuple. Sans cette tradition coutumière communautaire restée encore vivace, la lutte nationaliste n'aurait pas atteint une telle intensité. Mais cette tradition imprègne aussi le mouvement nationaliste kanak d'une bonne dose d'empirisme et de pragmatisme, dans la mesure où elle est elle-même aujourd'hui le reflet de la situation transitoire dans laquelle se trouve le monde rural kanak.

Un mouvement comme le FLNKS a eu des fonctions et des rôles différents suivant les moments de la lutte. Lors du boycott électoral puis scolaire, le FLNKS apparaissait surtout comme un mouvement politique de masse favorisant l'engagement populaire. Les événements évoluant maintenant plus rapidement, il peut y avoir une phase où la fonction du FLNKS redevient celle d'un cartel, notamment parce que le gouvernement français aura utilisé des relations privilégiées avec certains de ses dirigeants pour affaiblir le ressort unitaire. Mais rien ne dit que, dans

quelques mois, le FLNKS n'en reviendra pas, sous une forme ou une autre, à une fonction comparable à celle qu'il a eue de novembre 1984 à mars 1985, grâce à de nouvelles poussées de la base, sous l'impact des contradictions coloniales. Comprendre cela est aussi nécessaire pour appréhender le débat sur l'unité au sein du FLNKS. Ce front est avant tout un cadre d'unité anticolonialiste. Jusqu'à ce jour et malgré ses limites et ses faiblesses, ce cadre unitaire a joué un rôle tout à fait progressiste dans la mobilisation des masses kanakes. Il constitue donc un acquis de l'engagement de novembre 1984.

L'objectif essentiel du gouvernement français est maintenant de détruire ce cadre unitaire qui représente un obstacle à l'émergence d'une troisième force politique associant des éléments modérés du FLNKS à des représentants éclairés de la population coloniale. Cette perspective suppose qu'une partie des dirigeants du FLNKS parvienne à revenir sur les revendications essentielles du peuple kanak sans s'isoler de sa base militante. Cela constituerait un coup terrible à la lutte anticolonialiste. C'est pour cela qu'au congrès du FLNKS de Hienghène, les éléments les plus à gauche étaient aussi les plus opposés à une rupture de l'unité et accordaient beaucoup de prix à trouver un compromis garantissant le maintien du cadre unitaire de lutte. Ce sont aujourd'hui les manœuvres de ceux qui entretiennent des négociations parallèles avec le gouvernement Mitterrand qui mettent le plus en danger l'unité du FLNKS. La lutte pour le socialisme en Kanaky ne peut faire l'économie d'une vaste mobilisation populaire nationaliste et anticolo-

naliste. Cette dernière ne règlera pas tous les problèmes stratégiques et programmatiques, mais elle devrait pouvoir être l'occasion de l'élaboration d'éléments de réponse à toutes ces questions et de l'émergence des premiers éléments d'une direction révolutionnaire et anti-impérialiste. Il est aujourd'hui beaucoup trop tôt pour espérer délimiter clairement dans une partie de l'actuel FLNKS cette avant-garde potentielle. Ce serait là figer prématurément une réalité mouvante. Les débats politiques à venir au sein du FLNKS ne manqueront pas de traverser plus ou moins toutes ses composantes. Ils devraient permettre, tout en maintenant l'unité anticolonialiste nécessaire, que puisse s'approfondir la réflexion et la structuration de ceux dont la pensée et les espoirs, et quel que soit le parti auquel ils appartiennent aujourd'hui, vont au-delà de la simple indépendance formelle.

QUELQUES PROBLEMES ORGANISATIONNELS

Pourtant, rien de tout cela ne peut trouver une solution s'il n'y a pas simultanément une avancée programmatique sur le contenu de l'indépendance kanake et socialiste, la théorie de l'Etat et de l'impérialisme, l'établissement d'une tactique de lutte et d'organisation de la population. Et, de ce point de vue, il est inquietant de voir qu'alors même que le gouvernement français multiplie les négoc-

7. Pour une analyse plus complète de la nature et des caractéristiques du FLNKS, se reporter à *Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake*, op. cit.

ciations et les entretiens avec une partie des dirigeants du FLNKS, ceux qui ont été délibérément mis à l'écart de ces tractations n'ont pas, à ce jour et à notre connaissance, publié de contribution pour faire avancer la réflexion de l'ensemble des militants du FLNKS. Pourtant, les partisans de la négociation avec le gouvernement français se font fort, quant à eux, d'appliquer dès aujourd'hui leur orientation, en se préparant d'ores et déjà à la gestion des futurs conseils régionaux. Et cela a des conséquences négatives sur l'unité du FLNKS. Par ailleurs, la crise générale de la mobilisation indépendantiste rejaille un peu dans tous les groupes composant le FLNKS. Il est donc à craindre que ces derniers soient plus accaparés par des problèmes internes que par la réflexion sur les moyens de dépasser cette crise politico-organisationnelle.

On peut aussi relever une série de questions organisationnelles en suspens qui amoindrissent l'efficacité et la capacité d'action du FLNKS. Il y a tout d'abord un problème général de structuration du front. L'apparent manque de coordination au sein de la direction bicéphale du FLNKS (bureau politique et Gouvernement provisoire) ne semble toujours pas réglé. Cela nuit à la centralisation des démarches du mouvement indépendantiste, aggravant encore les difficultés du front ainsi que ses divisions au sommet, ce qui est, en retour, un nouveau facteur d'inertie de la direction face aux problèmes politiques posés par la mobilisation des masses. Le gouvernement provisoire, qui est censé être une structure administrative de représentation du front, et donc sous l'autorité politique du bureau politique, a eu dans la dernière période un rôle bien différent, servant essentiellement de canal privilégié pour les négociations avec le gouvernement français, négociations qui échappent donc partiellement à la direction reconnue du FLNKS. Paris privilégie en effet les rapports avec l'Union Calédonienne, qui compose en majorité le Gouvernement provisoire.

Plus généralement, il semble que ce soit la structuration même de la direction du FLNKS conçue comme un cartel d'organisations au sommet, avec un représentant par groupe de pression au bureau politique, qui semble poser problème (8). Le processus unitaire est ainsi gelé au sommet, limitant les débats et les divergences à des problèmes tactiques ou aux anciennes différences d'appréciation entre les formations politiques composant le FLNKS. De telles discussions n'ont donc guère été favorables à la clarification politique et à l'homogénéisation. La forme actuelle de la direction du FLNKS est ainsi partiellement en contradiction avec ce que ce mouvement représente à la base, dans les comités de lutte unitaires. Ni le bureau politique ni le Gouvernement provisoire ne rendent aujourd'hui réellement compte de la réalité militante du mouvement à la base. Pour nombre de militants, une évidence s'impose : « Depuis le 18 novembre, dans aucune action il n'a pu être question d'autre chose que

du FLNKS et de ce FLNKS, des "grands coups" comme des mille faits obscurs de la lutte vécue au quotidien dans tout le Pays Kanak, aucun groupe de pression ne peut s'en réclamer comme le "légataire exclusif", quelle qu'ait pu être sa contribution particulière à la lutte. » (9)

Le FLNKS est largement fondé, à juste titre, sur l'autonomie des comités locaux. Cette structuration à la base est certes la plus adéquate et la plus proche des réalités concrètes d'une lutte d'abord rurale et villageoise. Cela n'empêche pas qu'il faille, sur certaines questions, pouvoir dépasser le localisme issu de cette autonomie d'action des comités de lutte — par ailleurs tout à fait nécessaire à la conduite démocratique de la lutte — pour parvenir à une réelle centralisation nationale de certaines tâches et formes de mobilisation. C'est par exemple le cas en ce qui concerne les tâches d'autodéfense que l'on ne peut prétendre résoudre au seul niveau local. Sur ce point précis, l'argument de l'autonomie locale peut servir à dissimuler une sous-estimation de la nécessité de centraliser un certain type d'expériences et de moyens, dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie générale d'autodéfense. Car ce problème ne se réduit nullement à son aspect technique et il doit être appréhendé dans toute sa dimension politique de centralisation et de coordination de l'action au niveau national.

Toute stratégie de libération nationale en Nouvelle-Calédonie devant finalement se jouer à Nouméa, lieu de concentration du pouvoir politique et économique local et de la majorité de la population coloniale, rien ne pourra aller de l'avant dans l'élaboration d'une stratégie d'ensemble si la question de la place de la mobilisation kanake dans cette ville n'est pas abordée et résolue positivement. Or, si les indépendantistes sont largement minoritaires dans cette cité et si les émeutes du 8 mai dernier ont montré que leur capacité d'auto-défense était largement inférieure, au niveau d'organisation et de détermination, à celle des groupes de la droite et de l'extrême-droite coloniale, le rapport des forces actuel à Nouméa n'est pas non plus une situation inéluctable (10). Plusieurs milliers de Kanaks vivent dans cette ville et sa banlieue et sont loin d'être à ce jour tous organisés par le mouvement indépendantiste. Le FLNKS ne compte en effet que deux co-

mités de lutte à Nouméa et au Mont Dore. Le développement d'un mouvement unitaire des jeunes, ou d'un vaste mouvement de masse des femmes liées au FLNKS et dans lequel pourrait se fondre l'actuel Groupe des femmes kanakes et exploitées en lutte (GFKEL), serait sans doute susceptible de relancer le mouvement de masse anticolonialiste sur des thèmes spécifiques, notamment en ville. Pour accroître l'efficacité d'action des militants syndicaux se reconnaissant dans le mouvement indépendantiste, des initiatives unitaires pourraient aussi être prises pour réunir, voir réunifier l'USTKE et des syndicats comme ceux dirigés par des militants du PALIKA. Ce renforcement de l'unité paraît essentiel au renforcement de la mobilisation urbaine. S'il est peu probable que la communauté coloniale européenne donne naissance à un parti de Blancs progressistes significatif, il n'en reste pas moins que se pose aux indépendantistes la question d'attirer à eux le plus grand nombre possible d'émigrés du Pacifique (Wallisiens et Tahitiens), eux aussi victimes du colonialisme et qui sont aujourd'hui manipulés par la droite coloniale. Pour diviser les communautés tahitienne et wallisienne et parvenir à rallier à la perspective de l'indépendance une partie d'entre elles, le FLNKS se doit probablement d'approfondir son projet de société. Néanmoins, en l'état actuel des choses, il pourrait être utile de favoriser une formation politique autonome des Tahitiens et Wallisiens décidés à lier leur sort au combat des indépendantistes kanaks contre le colonialisme et ne pas simplement leur proposer d'intégrer le FLNKS.

LES VEROUS NÉO-COLONIAUX DU PLAN FABIUS

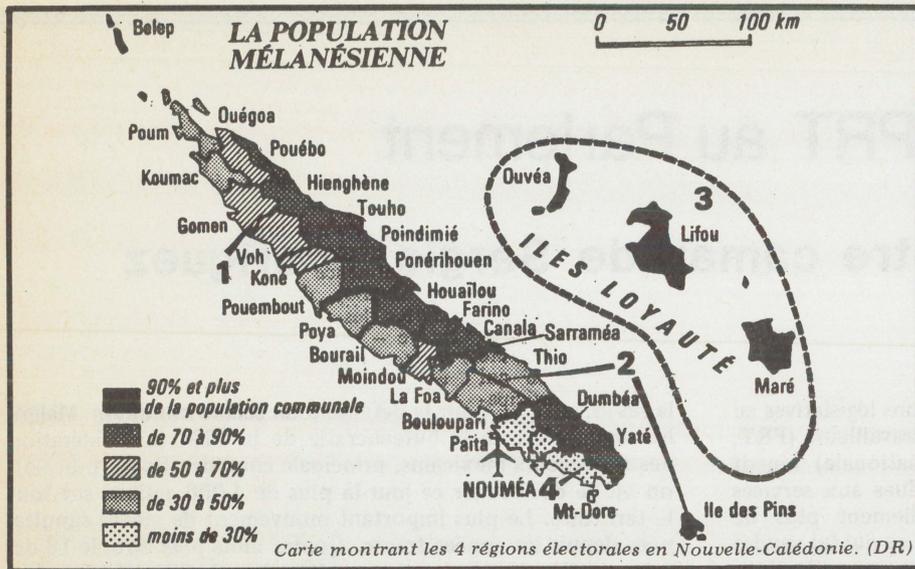
Le congrès du FLNKS de Hienghène (mai 1985) a qualifié le plan Fabius de plan néo-colonial et décidé de participer aux élections régionales qui en découlaient. Cette double décision est pourtant largement insuffisante pour orienter le mouvement anticolonialiste dans la période à venir. Tout d'abord, la caractérisation du plan gouvernemental ne suffit pas à elle seule à déterminer si ce plan offre des failles par lesquelles le mouvement populaire kanak, tel qu'il existe actuellement, peut s'engager pour en compromettre la logique ou en déstabiliser l'application. Ensuite, l'essentiel en ce qui

8. Des tribunes libres publiées dans *Buenando* commencent à aborder tous ces problèmes, reflétant sans doute l'inquiétude et le désarroi de nombreux militants. Dans l'une d'entre elles, publiée dans le numéro du 1er août, on peut lire à propos de l'état actuel du FLNKS : « En fait, s'il y a contradiction, s'il y a désarticulation entre la direction du FLNKS et la base, c'est peut-être parce qu'à la base on travaille en comité de lutte (progrès par rapport à la situation antérieure), alors qu'à la tête on continue à travailler en cartel d'organisations pour lesquelles la suspicion et la méfiance de l'autre (...) constituent l'essentiel de la réflexion politique. Pour que le FLNKS trouve sa cohésion, la logique progressiste veut que les comités de lutte deviennent prépondérants dans le débat, que le bureau politique, par exemple, soit l'émanation non plus des partis mais des comités

de lutte. Ne serait-ce que par souci d'efficacité. »

9. *Buenando*, numéro 5, 9 août 1985.

10. Le 8 mai dernier, le FLNKS avait envisagé d'organiser une journée de mobilisation nationale pour protester contre la décision de Mitterrand d'agrandir les installations militaires françaises en Nouvelle-Calédonie. La mobilisation de Nouméa fut décommandée à la dernière minute par le bureau politique du FLNKS, mais elle fut finalement maintenue par le comité de lutte de Nouméa. La droite et l'extrême-droite locale en profitèrent pour mener une chasse dûment préparée aux Kanaks, pour pourchasser les manifestants indépendantistes, encercler le siège du FLNKS puis organiser un commando pour assaillir les quartiers kanaks par des tirs de fusils, faisant un mort mélanésien et plusieurs blessés.



Carte montrant les 4 régions électorales en Nouvelle-Calédonie. (DR)

concerne la question tactique de la participation du FLNKS aux élections régionales est surtout de savoir de quels moyens le mouvement indépendantiste se dote pour essayer de faire de cette période électorale un moment de relance de l'activité et de la mobilisation des masses.

L'appréciation qui a conduit le FLNKS à s'inscrire dans le cadre du planning proposé par le plan Fabius a été développée par certains de ses dirigeants, et principalement par Jean-Marie Tjibaou, de la manière suivante : ce plan Fabius n'est certes pas celui du FLNKS, mais il comporterait un certain nombre de « verrous » rendant inéluctable et irréversible la marche vers l'indépendance. Toutefois, s'il y a bien des verrous dans le plan gouvernemental, ils ne se trouvent pas là où les attendait Jean-Marie Tjibaou. Tout est fait, au contraire, pour limiter juridiquement et institutionnellement les possibilités pour le FLNKS de se saisir de ces élections régionales et des futurs conseils régionaux comme d'instruments pour relancer la mobilisation de masse. Le projet de Fabius n'est nullement de déboucher, même à long terme, sur une indépendance réelle et souveraine. Et, pour plus de sûreté dans l'application de cette démarche, le gouvernement français s'emploie d'ores et déjà à l'inscrire dans les faits sur le terrain. De Paris s'organise donc une série de projets « culturels » ou de micro-développement qui visent à accroître encore la dépendance financière des régions de la brousse calédonienne par rapport à la métropole. Le simple soutien à de tels projets, décidés en fonction des objectifs du plan Fabius, ne peut tenir lieu d'axe de mobilisation du peuple kanak pour une authentique indépendance, car tous ces projets ne peuvent en définitive que conduire à une grave division du mouvement indépendantiste et du peuple kanak lui-même, accélérant les différenciations sociales en son sein en faisant bénéficier certains individus, certaines tribus ou certaines régions des mannes financières du colonisateur. De plus, cela n'est pas susceptible de modifier les rapports de dépendance de la campagne mélanésienne vis-à-vis de Nouméa, où continueront à se concentrer les principaux intérêts économiques du pays. Les lois du système capita-

liste auront plutôt tendance à s'étendre encore plus profondément à l'ensemble du pays, et les contradictions et les inégalités s'y généraliseront.

Les représentants gouvernementaux expliquent d'ailleurs eux-mêmes très clairement la finalité du plan Fabius et des nouvelles institutions qui seront créées. Pour le député socialiste Bertrand Delanoë, les assemblées de région et le Congrès seront des institutions « où pourront commencer à travailler ensemble des représentants de toutes les options politiques et de toutes les ethnies ». Pour Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, il s'agit d'une « tentative pour que des intérêts apparemment contradictoires s'articulent afin de devenir complémentaires ». Les régions se verront seulement attribuer la responsabilité de la « mise en œuvre » d'une réforme foncière qui continuera à être décidée à Paris. Enfin, Edgard Pisani rappelle que sera créé un Conseil exécutif, « lieu où se retrouveront les représentants des régions, dans un débat non public, aux côtés d'un haut-commissaire représentant l'Etat. Ils pourront ensemble, au-delà des matières techniques qui leur seront soumises, aborder des problèmes touchant à l'avenir du territoire et à son équilibre général » (11). Il s'agit donc bien, à n'en pas douter, d'une vaste manœuvre pour, en revenant sur les acquis de la mobilisation indépendantiste de novembre 1984, amener les nationalistes kanaks à accepter de collaborer aux nouvelles institutions coloniales dans le but de dévoyer leur mobilisation sur ce terrain.

A plus long terme, la gestion des régions par les indépendantistes dans le Nord et sur les Iles Loyauté, devrait favoriser le dégagement d'une élite kanake, au sujet de laquelle le gouvernement français parie que l'attachement à ses nouveaux intérêts économiques et politiques l'amènerait à rompre définitivement avec les mobilisations populaires, à renier les revendications indépendantistes et notamment celle concernant la récupération de toutes les terres spoliées, et à abandonner la lutte pour une authentique indépendance. Certes, nous n'en sommes pas encore là, mais il est néanmoins inquiétant de voir qu'un certain nombre de projets

économiques visant à tisser les mailles du filet de la dépendance sont déjà en cours de préparation, avec la collaboration d'une partie du FLNKS.

Pour le gouvernement français, l'enjeu est donc d'enfermer le FLNKS et ses dirigeants dans une activité de gestion des institutions régionales, ce qui aurait pour effet d'ouvrir la voie à une dégradation encore plus substantielle du rapport des forces pour le mouvement indépendantiste. Le problème ne réside donc pas tant dans la participation du FLNKS aux consultations régionales que dans sa détermination à se donner les moyens tactiques de faire de cette campagne électorale un levier pour relancer la mobilisation de masse anticolonialiste. Ainsi, l'élaboration de plate-formes revendicatives régionales précisant les bases nationales sur lesquelles le FLNKS fera campagne pourrait être un de ces moyens. Cela permettrait d'associer les comités de lutte à la bataille électorale tout en maintenant intacte la pression pour les revendications concrètes des masses. Ces plate-formes revendicatives constitueraient par la suite une base d'appui pour encadrer la gestion des conseils régionaux indépendantistes.

Mais pour aller dans ce sens encore faut-il avoir une idée précise de la manière de manœuvrer face à un gouvernement français qui dispose d'un plan relativement bien ficelé. Et sur cette question, beaucoup de zones d'ombre subsistent encore. Ainsi, les élus indépendantistes aux conseils de région accepteront-ils de siéger aux côtés des représentants de la droite coloniale au sein du Congrès où ces derniers seront majoritaires ? Accepteront-ils de jouer le jeu des « débats non publics » au sein du Comité exécutif, comme l'espère Pisani ? Les conseils régionaux du Nord et des Iles Loyauté, qui devraient échoir au FLNKS, seront-ils utilisés pour accentuer la mobilisation sur le terrain dans ces régions, par exemple en prenant en charge les revendications foncières mélanésiennes ou en subventionnant et en organisant les écoles parallèles ? Ou alors, ne constitueront-ils que de simples relais pour la gestion locale de projets économiques et culturels dont les priorités sont élaborées à Paris dans le cadre du plan Fabius ?

Rappelons à cet égard la douloureuse expérience du passage des indépendantistes au Conseil de gouvernement, en 1982-1984, qui démontra à la fois l'impossibilité de gérer ces institutions pour élargir le pouvoir des Kanaks, et le danger de toute période de gel de la mobilisation de masse.

Pour s'engager dans la nouvelle partie qui l'attend, le FLNKS se doit donc de se doter des moyens politiques et organisationnels susceptibles de lever les blocages actuels à la mobilisation. La solidarité internationaliste, c'est aussi toute l'aide que l'on peut apporter, dans cette période délicate, à la lutte du peuple kanak. ■

Louis MARTINOT,
23 août 1985.

11. Toutes ces citations sont extraites du journal officiel du 31 mai 1985 relatant la séance de débat à l'Assemblée nationale sur la loi Fabius du 30 mai 1985.

Le PRT au Parlement

Interview de notre camarade Sergio Rodriguez

LE 7 juillet 1985 se sont tenues les élections législatives au Mexique. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IV^{ème} Internationale) réussit une percée. Malgré les fraudes électorales dues aux services gouvernementaux, le PRT obtient officiellement plus de 300 000 voix (1,7 % des suffrages exprimés), ce qui lui vaudra six élus dont deux femmes. Il y a trois ans, aux élections présidentielles et législatives, le PRT restait en dessous du quorum de 1,5 %. Cette progression témoigne de la présence de nos camarades dans toutes les luttes de ces dernières années. Elle trahit aussi la crise — politique, sociale, économique — qui mine la stabilité « historique » du Mexique.

Un système bâti sur l'idée d'un parti fort — le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis 56 ans — le développement au cours des années 1970 d'une politique de prestations sociales pour les masses populaires, l'incorporation au sein du parti dominant de secteurs ouvriers, paysans et des couches moyennes, une relative autonomie vis-à-vis de l'impérialisme américain ont constitué un véritable socle stabilisateur pour le régime mexicain. Mais la crise économique de la fin 1981 va bousculer cet édifice. Inflation (100 % en 1982), dette extérieure (de 35 milliards de dollars en 1976 à 80 milliards en 1982), dévaluation du peso, attaques draconiennes au pouvoir d'achat des salariés (plus de 40 % de réduction du salaire réel ces deux dernières années), licenciements, etc. caractérisent la situation présente. Cette politique d'austérité, dictée notamment par le Fonds monétaire international, ne restera pas sans réponse.

Dès 1982 en effet, les masses mexicaines entrent dans de grandes luttes. Tous les secteurs de la société interviennent : émergence d'un mouvement de masse de femmes, marches revendicatives imposantes des paysans sur Mexico, grèves. Rappelons celles du 9 juin 1983 à l'occasion de la révision des sa-

Eric TOUSSAINT : — Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), se présente comme l'émanation du peuple, comme le garant de la pureté de la révolution mexicaine. En même temps, il a imposé à la population des mesures d'austérité extrêmement dures. Malgré cela et malgré le fait que l'on sache qu'il allait falsifier les résultats électoraux comme auparavant, il est toujours au pouvoir, et ça dure depuis 56 ans ! Il proclame d'ailleurs maintenant qu'il a obtenu 70 % des suffrages exprimés. Ces faits pris ensemble sont difficiles à comprendre.

Sergio RODRIGUEZ : — Le PRI n'a pas obtenu 70 % des voix. Il a peut-être recueilli 55 à 56 % des votes exprimés, lesquels ne représentent que 45 % des électeurs environ. En réalité donc, le PRI ne se maintient au pouvoir qu'avec le soutien du quart de l'électorat. Mais le problème essentiel n'est pas là. Je pense que nous vivons la crise de domination la plus forte qu'ait connue le PRI jusqu'à ce jour. Cette crise s'exprime à quatre niveaux.

Tout d'abord, le PRI s'est construit une image anti-impérialiste prononcée qui s'appuyait, à l'époque, sur une opposition réelle aux intérêts immédiats des USA. Le PRI disait aux masses : « *Si les USA prennent des mesures de rétorsion contre nous, nous comptons sur votre appui pour répondre à l'impérialisme gringo.* » Or, ces dernières années, l'Etat mexicain, sous la conduite du PRI, s'est de plus en plus aligné sur la politique économique et internationale de l'impérialisme US.

Ensuite, il y a le problème de la relation entre le PRI et la bourgeoisie mexicaine. A l'ombre de l'Etat « priiste » mexicain et sous sa protection s'est formée une bourgeoisie de plus en plus forte, dont les intérêts se rapprochent du grand capital US dans la mesure où l'économie mexicaine est très largement dépendante des USA. Cette bourgeoisie veut donc un alignement encore plus prononcé de l'Etat mexicain par rapport aux USA. D'autre part, elle veut une rationalisation de l'exploitation capitaliste au Mexique. Par exemple, elle veut mettre fin à cer-

taignes et, surtout, pour la défense d'un salaire minimum. Malgré les manœuvres de la bureaucratie de la CTM (Confédération des travailleurs mexicains, principale confédération syndicale), on vit se déclencher ce jour-là plus de 4 000 actions sur tout le territoire. Le plus important mouvement de grèves simultanées depuis les années trente. Quatre mois plus tard, le 18 octobre, a lieu la grève civique nationale ; significative car c'est la première mobilisation d'ensemble, à l'échelle nationale, des secteurs de masse de la campagne et de la ville. En dépit d'une faible participation syndicale, ce sont quelque 1,5 million de personnes qui s'engagent dans des manifestations, des meetings, des prises de terre, des arrêts de travail, des occupations. Plus récemment, le 10 avril 1985, la Coordination nationale Plan de Ayala et d'autres organisations de masse mettent sur pied, comme l'année précédente, une grande marche revendicative sur Mexico : 50 000 paysans défilent dans la capitale, alors que 70 manifestations régionales en réunissent un million dans tout le pays.

Nos camarades du PRT sont totalement partie prenante de ces cinq mobilisations et y jouent un rôle actif. Aujourd'hui, dans cinq Etats, le PRT est la troisième force du pays, derrière le PRI et le PAN (Parti d'action nationale, parti de la droite réactionnaire). Dans ce contexte d'instabilité qui restera celui du Mexique, les propositions du PRT rencontrent un écho croissant. Le renforcement de l'audience aussi bien que des capacités militantes de nos camarades se voient non seulement dans le résultat qu'ils ont obtenu mais par leur capacité de mener pour la première fois une campagne vraiment nationale. Le contenu politique et le déroulement de cette campagne sont expliqués par Sergio Rodriguez, membre de la direction du PRT, dans l'interview que nous publions ci-dessous. Cette interview a été réalisée juste après les élections, à un moment où on ne savait pas encore l'ampleur de la percée du PRT.

tains acquis de la révolution mexicaine pour les paysans. La réforme agraire mexicaine a permis à une grande masse de paysans d'avoir accès à la terre. Sur ces questions, une partie importante de la bourgeoisie mexicaine veut que l'Etat mexicain mène une autre politique, et elle appelle, pour ce faire, l'autre parti bourgeois, le Parti d'action nationale (PAN).

Troisièmement, il y a la question des rapports entre le PRI et la bureaucratie syndicale. Le puissant mouvement syndical mexicain est dominé par une bureaucratie directement liée au PRI. Mais cette bureaucratie syndicale n'est pas arrivée au pouvoir simplement par la répression des courants de gauche dans le syndicat. Elle a pris le pouvoir parce qu'à une époque, le développement économique du Mexique permettait à l'Etat mexicain d'accorder un progrès économique et social aux travailleurs. En échange, la bureaucratie syndicale maintenait la paix sociale et faisait une propagande pour le PRI. Au moment où le PRI mène une politique d'austérité très forte, cette bureaucratie, pour survivre, est obligée de prendre ses distan-



« En haut ceux d'en bas, en bas ceux d'en haut ! » (DR)

ces par rapport au PRI, mais elle le fait très timidement. Dès lors, le mécontentement des travailleurs à l'égard de la bureaucratie syndicale est de plus en plus grand.

Enfin, pendant plusieurs décennies, le PRI a maintenu sa domination sur les masses en obtenant de celles-ci qu'elles se mobilisent pour lui. Maintenant, ça n'a plus lieu. Partout, sur le marché, dans les bus, les gens discutent contre le gouvernement. Une partie importante vote encore pour le PRI, mais il ne bénéficie plus de la mobilisation populaire.

Il y a donc crise du système de domination du PRI sans qu'il y ait encore de véritable alternative de gauche pour sortir de cette crise. Le mécontentement populaire est très important, mais il ne s'exprime pas encore de manière organisée, sauf dans certains secteurs. C'est le cas des mouvements paysans indépendants de masse dans lesquels le PRT joue un rôle très important, par exemple dans la Coordination nationale Plan de Ayala (CNPA), où sont organisés 500 000 paysans. Le problème, c'est que du côté de la classe

ouvrière industrielle, on ne connaît pas une telle expression organisée d'un courant lutte des classes. La bureaucratie contrôle encore le mouvement syndical. Ainsi, le prolétariat ne se présente pas encore à la tête de la nation, il ne se manifeste pas encore comme le « caudillo » de la nation s'alliant avec la paysannerie pour mettre en œuvre une alternative ouvrière.

— Avez-vous présenté des listes partout dans le pays, et comment les avez-vous composées ?

— Nous avons présenté des listes dans tout le pays. Elles comportaient 850 candidats pour les postes de députés. Si on y ajoute notre participation à certaines élections régionales, le nombre total de candidats se monte à 2 000.

Le tiers des candidats a moins de 30 ans. Notre liste est celle qui comprend le plus grand nombre de femmes. Nous avons beaucoup de candidats ouvriers, de responsables syndicaux, en particulier des secteurs de l'électricité, des chemins de

fer, du textile, de l'industrie de la confection. Mais surtout, nous avons des leaders de masse de mouvements paysans indépendants.

Nous avons mis beaucoup de soin pour composer les listes, et comme nous les avons ouvertes largement à des organisations de masse, nous avons réalisé localement des assemblées électorales pour mettre au point la liste des candidats. Nous avons également donné une place importante à l'organisation de masse du secteur urbain qui est lié à notre parti, à savoir le Bloc populaire révolutionnaire qui organise les luttes dans les bidonvilles et les quartiers.

— Tu viens d'expliquer qu'il y avait une participation d'organisations paysannes de masse à la campagne du PRT. Est-ce que la campagne de 1985 n'est pas néanmoins plus centrée sous le sigle du parti que celle de 1982 ?

— Oui, certainement. En 1982, nous étions encore un très petit parti sans expérience électorale. Nous avons beaucoup d'audace, mais sans racines organisationnelles suffisantes. En 1982, nous avons organisé la campagne électorale autour de la candidature présidentielle de Rosario Ibarra, la figure la plus prestigieuse de la lutte contre le gouvernement pour le respect des droits démocratiques. En 1985, Rosario était toujours candidate aux législatives, elle a fait une tournée de meetings pour la campagne, mais celle-ci était moins centrée sur sa candidature. Quand nous avons commencé la campagne électorale de 1982, nous avions des militants dans 15 des 32 Etats du Mexique, nous avions présenté 171 candidats.

Entre 1982 et 1985, il y a aussi une différence politique. En 1985, pour les élections, nous avons décidé de faire une campagne contre toute la politique du gouvernement et de l'impérialisme. Nous avons mis en avant un programme qui colle aux préoccupations des masses et qui y apporte des réponses populaires correspondant au niveau de conscience des masses. D'autre part, cette campagne se caractérise par un enracinement social plus important, par une capacité organisationnelle meilleure et par un effort militant plus développé.

— Quels étaient vos principaux mots d'ordre ?

— En premier lieu, il faut dire que nous avons choisi deux slogans clef : « *Arriba los de abajo !* » (En haut ceux d'en bas !) et « *Démocratie, salaire et terre !* »

Normalement, nous aurions pris le mot d'ordre de « *Gouvernement ouvrier et paysan* » comme mot d'ordre central, mais ce n'est pas la meilleure manière d'expliquer ce que nous voulons. La population mexicaine est très critique à l'égard du gouvernement, elle est contre la corruption, mais elle ne comprend pas tous les liens entre la corruption exercée par le PRI et l'exploitation capitaliste en tant que telle.



Affiche du PRT avec le visage d'Emiliano Zapata, dirigeant paysan de la révolution mexicaine de 1910. (DR)

Le PRI a mené sa campagne sur le thème de 56 années de stabilité et de paix sociale. Nous avons dit : « 56 années d'exploitation et de corruption ! Ceux qui sont à la tête du pays doivent être en bas ! » Et ce slogan est très populaire. Par exemple, dans différentes régions du pays, les paysans ont composé trois chansons sur le thème de la campagne « *En haut ceux d'en bas !* » Et ces chansons sont de plus en plus populaires.

Mais il y a aussi d'autres mots d'ordre plus en rapport avec les problèmes économiques et sociaux. Nous avons mis en avant la revendication de ne pas reconnaître la dette extérieure. Nous avons fait un mélange entre le moratoire sur la dette et la non-reconnaissance de celle-ci. Nous avons expliqué que cette dette extérieure avait déjà été payée par les profits réalisés au Mexique par le capital international et par la fuite des capitaux. Et nous avons dit : « *Si quelqu'un doit payer cela, ça doit être la bourgeoisie et le gouvernement mexicains qui ont exploité et organisé l'endettement extérieur et l'évasion des capitaux.* » Nous avons aussi dit : « *Qui a été consulté pour contracter cette dette ? Qui a été consulté pour la renégocier ? Et si nous payons la dette, quelles conséquences cela aura-t-il sur le niveau de vie des masses ?* »

Nous avons aussi avancé des mots d'ordre anti-impérialistes du type : « *Défense de la nation contre l'impérialisme US.* » Mais nous comprenons que cette défense ne peut se faire par une alliance avec la bourgeoisie mexicaine ou certains secteurs de celle-ci ou encore avec le gouvernement. Parce que ceux-ci sont dans une position de subordination totale aux intérêts de l'impérialisme US, surtout au niveau économique. La lutte pour la défense de la nation implique que le prolétariat agisse comme le « caudillo » de la nation en se mettant à la tête des secteurs oppri-

més et exploités du pays et en dirigeant ses coups contre l'impérialisme et ses alliés nationaux, le gouvernement et la bourgeoisie mexicaine.

Nous avons aussi mis en avant une série de revendications centrées sur la question de la démocratie. La première chose que nous ayons dite, c'est qu'il n'y a pas de démocratie abstraite. Le premier droit démocratique doit être le droit de manger, d'obtenir un salaire pour vivre décemment, le droit au travail, le droit d'habiter une maison. Nous avons donc posé le problème de la démocratie du point de vue d'un intérêt de classe, c'est-à-dire l'intérêt du prolétariat et des autres classes exploitées, donnant ainsi un caractère social à la revendication démocratique.

Bien sûr, le PRT a aussi posé le problème de la démocratie sous l'aspect plus strictement politique, sous l'aspect des droits démocratiques en général et de la démocratie sur le lieu de travail, c'est-à-dire dans l'usine, dans les exploitations agricoles, ainsi que sur le lieu d'habitation et dans les quartiers. Il ne doit pas exister d'obligation d'affiliation forcée au PRI et il faut abolir tout le système de coercition sociale mis en place par le gouvernement.

— Une campagne électorale, ce ne sont pas seulement des slogans, c'est aussi toute une mobilisation des forces du parti et autour du parti. Comment vous êtes-vous organisés ?

— Nous avons adopté un plan de campagne 6 mois avant les élections. Ce plan comprenait toutes les réponses aux questions essentielles : le contenu du programme électoral, le type de liste, le rythme, etc. La question fondamentale était de savoir comment faire participer à la campagne le maximum de gens qui n'étaient pas encore dans le parti. Pour ce faire, nous avons mis en place des comités

de femmes et des comités de bidonvilles, pour soutenir certaines candidatures de femmes ou d'habitants de bidonvilles figurant sur nos listes sans être nécessairement membres du parti.

D'autre part, nous avons essayé d'obtenir qu'un maximum de contacts, de sympathisants soient d'accord pour être nos représentants dans les bureaux de vote et de dépouillement. Dans la ville de Mexico, près de 4 000 personnes nous ont représenté dans les bureaux de vote ! C'est important, parce que c'est un moyen d'amener des contacts à s'identifier au parti. C'est un pas énorme quand on connaît le degré de contrôle exercé par le PRI sur tous les aspects de la vie. C'était aussi important pour le parti, parce que cela permettait de limiter les possibilités de fraude. Enfin, nous avons obtenu que les organisations de masse, paysannes en particulier, qui nous soutenaient, s'investissent réellement dans la campagne électorale.

Pour en arriver là, le parti a fait de gros efforts. Nous avons envoyé des permanents dans certaines régions pour y lancer la campagne. De nouvelles sections du parti se sont créées à cette occasion. C'est le cas notamment dans le nord du pays, où nous avons recruté, dans une seule région, 100 nouveaux militants, dont beaucoup de paysans. Pour obtenir une telle mobilisation du parti, de ses contacts et de gens que nous rencontrions au cours de la campagne, il fallait rompre avec une tradition présente dans toute la gauche traditionnelle, qui consistait à dire que les élections ne sont qu'un prétexte pour faire la propagande du parti et que le nombre de voix obtenues n'est pas réellement important. Au contraire, il fallait affirmer qu'obtenir des voix, c'était important, que c'était le témoignage du crédit que nous avions à un moment donné.

Mais l'objectif fondamental n'était pas non plus celui-là. L'objectif fondamental, c'est que d'ici à la fin de l'année, nous devons recruter plusieurs milliers de nouveaux militants. Notre gros problème, c'est l'encadrement politique de cette base militante grandissante du parti. Il y a des régions du pays, telles que Sonora et Puebla, où des communautés villageoises entières veulent adhérer au parti ou se considèrent déjà comme membres du parti. Cela arrive aussi dans des bidonvilles. Jusqu'ici, nous leur disons qu'il faut satisfaire à différentes conditions pour être membre du parti, nous leur disons qu'il y a une différence entre sympathisants et membres du parti. Nous leur disons qu'ils ne sont pas membres du parti. Mais il faut trouver une solution adéquate à ce problème. En tout cas, notre fraction paysanne a fixé comme objectif le recrutement de 500 paysans de plus au parti.

— Peux-tu donner quelques chiffres concernant l'importance du parti et de l'effort qu'il a accompli pendant la campagne électorale ?

— Nous avions, au début de la campagne électorale, 2 000 militants et presque

3 000 sympathisants organisés. Nous sommes présents dans les 32 Etats du Mexique. Bien sûr, il y a un développement inégal du parti. Dans certains Etats, nous sommes particulièrement forts, comme à Sonora, Basse-Californie, Morelos, Colima, Mexico. Dans d'autres, nous sommes faibles, comme à Oaxaca ou à Quintana Roo.

En ce qui concerne la participation aux meetings, aux réunions publiques, on a eu plus de 100 000 personnes. Le 15 juin 1985, à notre meeting final pour la partie centrale du Mexique, nous avons compté 25 000 personnes sur le Zocalo, la place centrale de Mexico, dont 1 500 personnes venues de l'Etat de Puebla, qui firent 6 à 7 heures de bus pour rejoindre le meeting. Au meeting de clôture de la région Nord, dans l'Etat de Chihuahua, il y avait 6 000 personnes, et dans celui de Sonora, il y en avait 4 000.

Nous avons aussi réalisé un gros effort d'affichage. A Mexico, par exemple, où nous avons 40 candidats, nous avons imprimé à 3 000 exemplaires une affiche personnalisée pour chaque candidat, soit en tout 120 000 affiches. On doit y ajouter les affiches générales. Si bien qu'en tout, pour la seule ville de Mexico, nous avons réalisé près de 500 000 affiches !

— Ce qui frappe quand on se déplace dans la ville de Mexico, c'est le grand nombre de peintures murales réalisées par le parti. Cela a dû représenter un très gros effort pour les militants.

— En effet. Il faut savoir que seuls le PRT, le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM, Parti communiste mexicain) et le Parti mexicain des travailleurs (PMT, parti nationaliste radical) réalisent leurs slogans muraux de manière militante. Tous les autres partis recourent à l'emploi de personnes payées pour faire ce travail. A Mexico, on a parlé de la guerre des murs, c'est-à-dire que c'était une bataille permanente pour avoir accès aux murs et protéger les slogans qu'on y avait inscrits. Réaliser de grands slogans, cela prend de 2 à 3 heures.

— Des candidats du PRT ont-ils subi une répression pour leur participation à la campagne électorale ?

— Oui. Quelques jours après que la liste des candidats ait été rendue publique, la répression a commencé. Notre candidat du district numéro 1 de la ville de Mexico est secrétaire d'un secteur syndical des travailleurs de la Fonction publique. La direction nationale a alors demandé la démission de ce camarade. Après une grosse campagne de défense de ce militant syndical combatif, nous avons obtenu qu'il puisse conserver son mandat jusqu'à son terme. Depuis lors, il y a eu de nouvelles élections syndicales dans ce secteur, et à cette occasion nous avons renforcé nos positions dans la direction syndicale.

Le plus grave, c'est qu'un jour avant le vote, un candidat indépendant de la lis-

Le Mexique en chiffres

— *Superficie* : 1 972 547 km².

— *Population* : 75 millions d'habitants (1983), dont plus de 40 % ont moins de 15 ans.

— *Densité* : 38 habitants au km².

— *Croissance annuelle* : 2,7 %.

— *Espérance de vie* : 66 ans.

— *Population urbaine* : 67 %.

— *Capitale* : Mexico, 18 millions d'habitants, possède le plus grand bidonville du monde : Netzahualcoyotl (3 millions d'habitants).

— *Principales villes* : Guadalajara (2,8 millions d'habitants), Monterrey (2,2 millions), Puebla, Leon, Mexicali, etc., situées dans 32 Etats fédéraux.

— *Analphabétisme* : 18 %.

— *Langue* : espagnol (officielle), mais aussi langues indiennes.

— *Nombre de médecins* : 0,57 pour 1 000 habitants.

— *Postes TV* : 111 pour 1 000 habitants.

— *Dépenses militaires* : 0,7 % du PIB.

— *Produit intérieur brut* : 183 milliards de dollars (1981).

— *PIB par habitant* : 1 900 dollars.

— *Croissance du PIB* : - 4,5 % (1983).

— *Dette extérieure* : 95 milliards de dollars (1984).

— *Taux d'inflation* : 92 % (1983).

— *Chômage* : les deux tiers de la population active sont soit en chômage, soit en sous-emploi.

— *Emigration* : il y a plus de 6 millions de travailleurs mexicains aux Etats-Unis, sans compter les milliers de clandestins refoulés chaque jour aux frontières.

— *Production* : 2,8 millions de barils de pétrole par jour (4^e producteur mondial), argent (premier producteur mondial), or, gaz, uranium, cuivre, fer, charbon, automobile, coton, café, tabac, fruits, etc.

— *Communications* : 212 000 km de réseau routier, 25 000 km de réseau ferroviaire, 45 aéroports internationaux.

— *Commerce* : 10,6 % du PIB, principalement avec les Etats-Unis (60 %) et la CEE.

te du PRT à Mexico a été assassiné par 5 à 6 « inconnus » qui l'ont agressé dans un quartier de la ville. Nous sommes persuadés qu'il a été tué parce qu'il était candidat. Ce n'est pas rare de voir tuer des militants à la ville ou à la campagne, sans que ce soit revendiqué par la suite.

— Quelle a été l'attitude du PRT à l'égard du reste de la gauche mexicaine ?

— Le PRT a proposé à toute la gauche mexicaine de faire un front unique pour cette élection. Ce front aurait dû comprendre le PRT, le PSUM, le PMT et toute la gauche qui n'a pas été légalisée. Nous pensons que la réalisation de cette unité pourrait changer fondamentalement la vie politique mexicaine, parce qu'elle mettrait fin à la réaction traditionnelle d'une partie importante des travailleurs qui, pour voter contre le PRI, soutiennent électoralement l'autre grand parti bourgeois, le PAN.

Mais les deux autres partis de gauche

n'étaient pas d'accord avec notre proposition. Ils ont préféré aller seuls, chacun de leur côté, aux élections. Malgré cela, la gauche vient d'obtenir beaucoup de voix. Par exemple, dans la ville de Mexico, qui compte 18 millions d'habitants, le PSUM, le PRT et le PMT ont obtenu presque 18 % de voix dans beaucoup d'endroits. Dans certains arrondissements de Mexico, les trois partis ont obtenu ensemble de 21 à 29 % des voix. Dans plusieurs arrondissements, le PRT a obtenu 5,5 % des voix, le PMT 6,5 % et le PSUM 9 %. En moyenne le PRT obtient 3,5 % des voix de la ville de Mexico soit près de 100 000 voix. La signification de ce succès, malgré la division, a été maintenant perçue par les trois partis, et les secrétariats de ces trois partis ont déclaré que s'ils obtenaient chacun des députés, ils constitueraient un groupe parlementaire unique. ■

Propos recueillis par Eric TOUSSAINT, Mexico, le 10 juillet 1985.

La classe ouvrière soviétique aujourd'hui

AU moment de la révolution d'octobre 1917, la Russie était encore un pays arriéré, largement paysan, avec un prolétariat numériquement faible. Par des moyens brutaux et autoritaires, le pays a connu, à partir de la fin des années 1920, un processus d'industrialisation et donc de prolétarisation, lequel s'est poursuivi après la Deuxième Guerre mondiale. Au-delà de la façon dont la bureaucratie stalinienne a mené le processus d'industrialisation forcée et de l'expropriation politique de la classe ouvrière qui l'a accompagné, une transformation profonde et irréversible de la société soviétique a été effectuée. Le poids social de la classe ouvrière y a augmenté de façon décisive. En plus, depuis une vingtaine d'années, cette classe ouvrière est composée de plus en plus de travail-

Bohdan KRAWCHENKO

La structure sociale de l'Union soviétique pose un problème particulier à l'élite qui y exerce son autorité et son pouvoir. Cette structure sociale est nettement moins complexe que celle des pays capitalistes avancés. Sous le capitalisme, entre la grande bourgeoisie et le prolétariat, existent de nombreuses couches de la petite bourgeoisie traditionnelle et de la nouvelle petite bourgeoisie. Ces couches élargissent la base sociale de la domination capitaliste et elles offrent à la classe dominante une marge de manoeuvre considérable dans sa politique quotidienne. En comparaison, la structure de classe de l'Union soviétique est remarquablement homogène. Avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la collectivisation de l'agriculture, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie de tout genre ont disparu. L'industrialisation a par ailleurs considérablement augmenté la taille de la classe ouvrière. Aujourd'hui, le niveau de prolétarisation de la société soviétique est probablement le plus haut de toutes les sociétés industrielles. En conséquence, la polarisation sociale y est la plus aiguë, et la base sociale du groupe dirigeant soviétique est probablement la plus faible de tous les groupes privilégiés de toutes les sociétés industrielles. C'est un changement considérable si l'on se rappelle que, il y a encore 55 ans, la classe ouvrière soviétique représentait seulement 12 % de la population.

POUR ANALYSER LA STRUCTURE SOCIALE DE L'URSS

Pour analyser le niveau de prolétarisation de l'Union soviétique ou la taille de la classe ouvrière, les spécialistes de l'Union soviétique ont un avantage apparent sur leurs collègues qui étudient la même question à propos des pays capitalistes. Les statistiques soviétiques parlent clairement

leurs jeunes, éduqués et qui sont des ouvriers de la deuxième, voire de la troisième génération.

Ce nouveau prolétariat soviétique, mal connu par le mouvement ouvrier en Occident, dispose pourtant d'une puissance énorme, bien qu'elle soit restée largement latente jusqu'ici. Connaître sa réalité et ses spécificités nous permettra de mieux comprendre les contradictions de la société soviétique actuelle ainsi que les conflits qui risquent de s'y produire demain. L'article de Bohdan Krawchenko (universitaire canadien d'origine ukrainienne spécialiste des questions soviétiques) que nous publions ci-dessous s'efforce de traiter de la réalité sociale ouvrière soviétique sous divers aspects. Cet article est paru dans la revue américaine *Research in Political Economy*. ■

de « classe ouvrière » dans la présentation de données sociales. Mais comment cette classe est-elle définie ?

Dans les classiques du marxisme-léninisme, la classe ouvrière est définie comme la classe de ceux qui sont privés de moyens de production ; ceux qui créent de la plus-value pour les propriétaires des moyens de production ; ceux qui travaillent dans la sphère de la production matérielle créant des valeurs matérielles sans lesquelles il ne peut y avoir de plus-value ; ceux qui réalisent un travail manuel. Avec la suppression du capitalisme et du marché, les trois premiers critères ne peuvent s'appliquer et le quatrième est à redéfinir. Comme la loi de la valeur ne s'applique pas en Union soviétique, la classe ouvrière ne crée pas de la plus-value mais du surproduit social. Ainsi les statistiques soviétiques incluent dans la classe ouvrière tous ceux qui sont engagés dans une production matérielle et dont le travail est caractérisé comme « principalement manuel ». Mais la distinction entre production matérielle et non-matérielle n'est pas toujours faite rigoureusement : le « personnel de service inférieur » et les « gardiens », c'est-à-dire ceux qui sont employés à la réalisation du surproduit social et dont le travail est non qualifié, routinier et implique une activité manuelle, sont aussi comptabilisés dans la classe ouvrière.

En utilisant cette définition de la classe ouvrière, on constate un important renforcement de celle-ci comme « classe en soi ». Numériquement elle s'est accrue de 23,9 millions en 1940 à 79,6 millions en 1981 ; en pourcentage de la population active, elle est passée de 36,2 % en 1940 à 60,9 % en 1982. Mais en fait, le poids réel de la classe ouvrière est supérieur à ce que suggèrent ces chiffres. Tout en admettant que la définition officielle de la classe ouvrière est à peu près satisfaisante, deux groupes sont exclus alors qu'ils ne devraient pas l'être : les paysans des

fermes collectivisées et ce que les sociologues soviétiques appellent « l'intelligentsia ouvrière ».

Les paysans des fermes collectivisées ne sont pas comptabilisés dans la classe ouvrière, car, formellement, ils possèdent leur propres moyens de production, alors que les travailleurs des fermes d'Etat sont considérés comme faisant partie de la classe ouvrière. Mais le critère de propriété appliqué aux paysans des fermes collectives, critère qui d'ailleurs ne concerne pas la terre, est largement imaginaire. L'administration des fermes collectives ne diffère en rien de celle de n'importe quelle entreprise soviétique, c'est-à-dire que ni l'une, ni l'autre, n'ont d'autonomie économique : elles ne peuvent fixer les prix, ni choisir leurs sources d'approvisionnement ou leurs clients, pas plus qu'elles peuvent déterminer ce qui doit être produit. Le rôle principal de cette définition de la propriété était de justifier un système dont le but est de maintenir les revenus agricoles à un niveau artificiellement bas. Ce système basé sur la journée de travail a été aboli en 1966 quand la direction Brejnev a réalisé qu'on ne pourrait augmenter la productivité agricole qu'en améliorant les stimulants matériels.

Aujourd'hui, les paysans des fermes collectives ont un salaire minimum garanti ainsi qu'un complément sur la base de tarifs à la pièce similaires à ceux appliqués dans l'industrie. L'existence de parcelles privées ne peut non plus être utilisée comme critère pour distinguer les paysans des fermes collectives des travailleurs des fermes d'Etat. Les deux groupes cultivent des parcelles privées, tout comme le font beaucoup d'ouvriers de l'industrie. De toute façon, avec l'augmentation des salaires des paysans des fermes collectives, l'importance de ces parcelles privées dans leur revenu global a diminué. Aujourd'hui, il est pratiquement impossible de tracer une claire ligne de division

entre les paysans des fermes collectives et les travailleurs des fermes d'Etat. Avec l'augmentation des conversions de fermes collectives en fermes d'Etat, la seule chose qui change est l'enseigne. En fait, la différence essentielle entre « ouvriers » et « paysans des fermes collectives » consiste en l'absence de passeport intérieur pour ces derniers, ce qui les exclut artificiellement d'un accès égal aux emplois urbains.

La distinction faite entre « ouvrier » et « paysan » dans le cadre soviétique révèle une erreur de méthode : le lieu de l'emploi (urbain ou rural, agriculture ou industrie) est confondu avec l'appartenance de classe. Soixante années après la collectivisation, les paysans des fermes collectives ne sont plus des paysans mais des prolétaires de la campagne avec la conscience qui y correspond. Leurs revendications (de meilleurs salaires, une semaine de travail plus courte, l'amélioration des services sociaux, culturels et éducatifs) ne sont pas différentes de celles des ouvriers de l'industrie. D'une façon significative, quand leur mécontentement a pris un caractère organisé et public, la méthode utilisée a été la grève. Si, historiquement, le producteur individuel de marchandises dans le village a été un allié incertain du prolétariat des villes, ceci n'est plus le cas aujourd'hui. La base objective de l'opposition ancestrale entre la ville et la campagne a été écartée avec la suppression de la propriété privée. Les paysans des fermes collectives qui représentent d'ailleurs seulement un tiers de la population rurale, doivent être compris dans la classe ouvrière, ce qui porte celui-ci à 74 % de la population active en 1982.

En définissant la classe ouvrière comme ceux étant employés à un travail « principalement manuel », les statisticiens soviétiques ne prennent pas en compte la nature du travail mais le niveau d'études. Il y a une tendance à considérer ceux qui travaillent en atelier, mais qui ont un niveau d'éducation supérieure ou secondaire spécialisée, comme faisant partie des cols blancs, une catégorie assez élastique englobant tous les « travailleurs intellectuels ». M.N. Rutkevitch a calculé que 10 % de ceux qui sont comptabilisés dans le groupe des cols blancs sont en fait employés comme ouvriers qualifiés (1). Si Rutkevitch a raison, alors le poids de la classe ouvrière dans la population active est supérieur de 2 % à celui donné par les statistiques soviétiques.

Il est important de noter qu'une partie grandissante de l'intelligentsia « ordinaire », surtout les ingénieurs les moins qualifiés et les techniciens, prennent des emplois d'ouvriers qualifiés dans l'industrie. La principale cause de ce phénomène est la détérioration de la situation matérielle de cette intelligentsia ordinaire. Bien que l'élite, c'est-à-dire ceux qui contrôlent le surproduit social, ait souvent promis une augmentation du niveau de vie de cette intelligentsia, elle a été incapable de tenir ses promesses. Cette élite administre l'économie, mais a de grandes difficultés pour la planifier. Comme les ouvriers sont en bien meilleure position que l'intelligentsia pour peser sur les



Manifestation à Vladivostok, 1917. (DR)

normes, les niveaux de salaires et les cadences, le mouvement réel des salaires s'est fait contre l'intelligentsia. Par exemple, alors qu'en 1940 le salaire mensuel moyen d'un ingénieur ou technicien employé dans l'industrie était supérieur de 115 % à celui d'un ouvrier de l'industrie, en 1981 il n'était plus supérieur que de 13 %. Il n'est pas surprenant que beaucoup de jeunes ingénieurs et techniciens préfèrent devenir des ouvriers qualifiés de la production, d'autant plus que dans leur propre profession ils ont beaucoup moins de possibilités d'avancement que dans le passé. Dès 1970, dans l'industrie soviétique, un quart des techniciens diplômés étaient employés comme simples ouvriers. Ce groupe pourrait jouer un rôle décisif dans une future alliance entre le prolétariat et des couches plus larges de l'intelligentsia.

Avec l'absence du fétichisme de la marchandise, le haut niveau de prolétarianisation rend plus apparentes les relations sociales et place l'élite dirigeante soviétique dans une situation désavantageuse en comparaison des groupes dirigeants d'autres pays. Le poids social important et grandissant de la classe ouvrière (76 % de la population active) donne à celle-ci plus de possibilités que dans le passé de faire valoir ses propres intérêts. Ceci est également facilité par un certain nombre de changements importants dans la structure de cette classe ouvrière.

CHANGEMENTS DANS LA STRUCTURE DE LA CLASSE OUVRIERE

Le premier changement à noter dans la structure de la classe ouvrière est l'importance que la jeunesse y prend. Les rangs de la classe ouvrière industrielle ont été, jusqu'à récemment encore, reconstitués principalement à partir d'une population adulte non-salariée, principalement des femmes au foyer, ou par des travailleurs en provenance d'autres branches de l'économie, principalement l'agriculture. Actuellement, l'accroissement de la classe

ouvrière provient de plus en plus de la jeunesse, du jeune prolétariat urbain en particulier. Selon L. Danilov, l'afflux de jeunes ouvriers correspondait à 29,1 % des besoins de main-d'oeuvre entre 1961 et 1965, à 57,3 % entre 1966 et 1970, et à plus de 90 % dans la période 1971-1975 (2). Dès 1970, presque la moitié des ouvriers en Union soviétique était âgée de moins de trente ans. Contrairement à leurs parents, il s'agit d'une classe ouvrière qui n'a pas vécu directement les horreurs de l'époque de Staline. Ils ont de plus grandes aspirations et ont moins peur de les exprimer.

Une des conséquences du renouvellement de la classe ouvrière est la formation d'un prolétariat urbain héréditaire. Dans une étude consacrée à une usine de l'Oural, Rutkevitch et F.P. Filippov, résumant les résultats d'une étude à ce sujet, ont écrit : « Plus l'âge diminue, plus le poids des ouvriers d'origine ouvrière augmente et plus décroît celui des ouvriers d'origine paysanne, ceux qui viennent des fermes collectives. On constate la même tendance pour la troisième génération : plus les ouvriers sont jeunes et plus souvent ils sont petits-fils d'ouvriers plutôt que de paysans (...) Cela montre une certaine stabilité sociale. » (3). Cette étude a montré que 70 % des ouvriers ayant moins de 20 ans étaient petits-fils d'ouvriers. D'autre part, 100 % des spécialistes étaient des enfants de spécialistes. Plusieurs études mon-

1. M.N. Rutkevitch, *O poniatii intelligentsi kak sotsial'nogo sloia sotsialisticheskogo obshchestva* (Du concept d'intelligentsia comme couche sociale de la société socialiste), *Nauchnye Doklady Vysheï Chkoly*, numéro 4, Moscou 1966.

2. L. Danilov, *Sokratchenie rotchnogo truda-vazhnyi faktor ratsional'nogo ispol'zovaniia trudovykh resursov* (La diminution du temps de travail annuel comme facteur important de l'utilisation rationnelle des ressources de main-d'oeuvre), *Kommunist*, numéro 9, Moscou, 1977.

3. M.N. Rutkevitch et F.P. Filippov, *Sotsial'nye peremetcheniia* (Déplacements de la population), Moscou 1970.

trent que cette tendance est commune à toutes les régions de l'Union soviétique. Une étude de 1978 sur les ouvriers de l'industrie des machines-outils à Léninegrad montre que 90 % d'entre eux étaient d'origine ouvrière, alors que 80 % du personnel scientifique spécialisé était né dans l'intelligentsia. On assiste donc en Union soviétique à la formation, pour la première fois, d'un prolétariat héréditaire sur une grande échelle. Comme Gordon et Klopov l'ont montré, un prolétariat héréditaire améliore le niveau culturel de la classe ouvrière et la conscience qu'elle a d'elle-même comme force sociale (4). Des communautés ouvrières stables se sont constituées dans les zones urbaines fournissant le réseau de liens sociaux informels qui est si nécessaire à toute action de classe organisée ou spontanée.

Au cours des premières années de l'industrialisation, les frontières entre les groupes sociaux étaient très mouvantes. Des couches entières d'ouvriers qualifiés étaient éduqués et recrutés pour des postes de responsabilité dans l'Etat, le parti et les instances économiques. Avec la fin de l'étape d'accumulation primitive et dans le cadre de changements économiques et sociaux de grande envergure, la structure sociale de l'Union soviétique s'est ossifiée et l'avancement social, c'est-à-dire celui qui implique un changement de statut social, s'est ralenti considérablement. Un changement important est constitué par le fait que, contrairement au passé, le moyen de l'ascension sociale ne passe plus par les canaux du seul militantisme mais aussi par le système scolaire. Une éducation supérieure officielle est devenue l'ingrédient indispensable pour accéder à toute fonction élevée. Par ailleurs, les études supérieures sont devenues la chasse gardée des enfants des cadres et de l'intelligentsia. Ces couches assurent donc maintenant leur reproduction en leur sein. Ainsi, les deux tiers des étudiants inscrits à l'Université d'Etat de Sverdlovsk en 1966 se sont déclarés d'origine sociale employée ou cadre. Le chiffre monte à plus de 67 % dans le cas

de l'Université d'Etat de Voronezh. Le clivage social entre la classe ouvrière et la couche dirigeante s'aiguise donc.

En même temps qu'ont diminué les possibilités d'accès aux études supérieures pour les jeunes de la classe ouvrière, une révolution s'est produite dans leurs aspirations. Selon une étude sur la jeunesse de Léninegrad, « la vie, les projets et les aspirations des jeunes soviétiques se caractérisent par une seule tendance : une volonté de recevoir une éducation supérieure et de se faire une place à eux dans le domaine du travail intellectuel hautement qualifié » (5). Un nombre de plus en plus grand de jeunes de la classe ouvrière obtiennent leur diplôme de fin d'études secondaires dans le but de trouver une place à l'Université. Mais l'accès aux études supérieures se fait dans un cadre de plus en plus compétitif dans lequel les chances des jeunes issus de la classe ouvrière sont inévitablement de moins en moins grandes. En conséquence, une proportion bien plus grande de jeunes entrant dans la classe ouvrière ont terminé leurs études secondaires. Une étude de 1977 portant sur les ouvriers de l'industrie des machines-outils de Léninegrad par exemple, montre que 70 à 90 % des ouvriers en dessous de trente ans ont terminé leurs études secondaires. En offrant aux jeunes de la classe ouvrière une possibilité de promotion sociale, les études supérieures ont joué un rôle important comme soupape de sécurité du mécontentement de la classe ouvrière. Elles ne peuvent plus maintenant jouer ce rôle.

Les dirigeants soviétiques ne sont plus confrontés à une classe ouvrière d'origine paysanne, avec un faible niveau d'éducation et les aspirations correspondantes. Ce changement est intervenu à un moment où le régime, confronté à de sérieuses difficultés économiques et à un manque de main-d'oeuvre, fait un effort calculé pour augmenter la productivité par une organisation plus intensive du travail. En 1972, par exemple, un ouvrier sur trois travaillait à la chaîne. Cette automatisation du travail a eu pour conséquence

que les ouvriers réalisent des tâches encore plus limitées avec une intervention intellectuelle encore moindre. Les emplois offerts sont de moins en moins satisfaisants, car l'acquisition des connaissances augmente beaucoup plus rapidement que le nombre d'emplois intéressants. « La transition vers une éducation secondaire pour tous, par ailleurs si souhaitable, ne va faire qu'exacerber ce problème. » (6)

Le mécontentement de la classe ouvrière vis-à-vis du travail à la chaîne va croissant. Une étude faite à Léninegrad dans le milieu des années 1960 a montré que 40 % des jeunes ouvriers n'aimaient pas le contenu de leur travail, alors qu'en 1976-1977, 65 % d'entre eux n'en étaient pas satisfaits. Les jeunes ouvriers les plus éduqués posent au régime un défi nouveau. Les directeurs des entreprises réagissent mal aux besoins de cette nouvelle force de travail. Ils voient cette « révolution éducative » avec appréhension et « préfèrent avoir dans leurs unités (...) des travailleurs n'ayant pas fait plus de cinq ou six années d'études » (7).

LES CONFLITS DANS LES RELATIONS ENTRE NATIONALITÉS

Il est maintenant bien connu que l'Union soviétique connaît une crise dans ses rapports entre nationalités. L'origine du problème se trouve dans la domination culturelle, sociale, économique et politique de l'élite russe, et la volonté de cette dernière de ne pas partager le pouvoir avec les nouvelles élites des nations non-russes. La recrudescence d'un chauvinisme russe sans bornes est en soi liée à une crise sociale beaucoup plus profonde. En entonnant le chant du nationalisme russe, l'élite espère rassembler un nombre significatif de citoyens russes derrière sa domination. Si l'on peut dire que le virus du chauvinisme grand-russe n'a traditionnellement pas atteint la majorité des ouvriers russes, en tout cas, d'après Belotserkovsky, un émigré récent qui a réalisé une étude sur la classe ouvrière soviétique, il a infecté dans le passé un nombre important d'ouvriers russes qui travaillaient dans des républiques non-russes (8). Le nationalisme russe, qui était historiquement l'idéologie de l'administration coloniale russe,

Meeting officiel pour la paix dans une usine d'Erevan, en Arménie. (DR)



4. L.A. Gordon et E.V. Klopov, *Sotsial'noe razvitiie rabotchego klassa SSSR* (Le développement social de la classe ouvrière d'URSS), *Voprosy Filosofii*, numéro 2, Moscou 1972.

5. N. P. Konstantinovna, O.V. Stakanova et O.I. Chkaratan, *Peremeny v sotsial'nom oblike rabotchikh v epokhu razvitiia sotsializma* (Changements dans la composition sociale de la classe ouvrière de l'époque du socialisme développé), *Voprosy Istorii*, numéro 5, Moscou 1978.

6. V. Tchurbanov, *Molodoi rabotchii i nesoderzhatel'nyi trud* (Le jeune ouvrier et le travail routinier), *Molodoi Kommunist*, numéro 6, Moscou 1972.

7. A. Ianov, *Rabotchaia tema* (La question ouvrière), *Nouyi Mir*, numéro 3, Moscou 1971.

8. V. Belotserkovsky, *Svoboda, vlast i sobstvennost* (La liberté, le pouvoir et la propriété), München, 1977.

a atteint le prolétariat russe dans ces républiques, prolétariat qui y constituait une aristocratie ouvrière. Dans les républiques non-russes, les fonctionnaires russes et la classe ouvrière russe s'opposèrent à la décentralisation économique, à l'autonomie culturelle et politique. Comme dans la plupart de ces républiques les ouvriers russes dominaient dans le peu d'industrie qu'il y avait, cette opposition se faisait au nom de la « dictature du prolétariat ». Sans base industrielle et urbaine, les mouvements nationaux qui se développèrent dans les années 1920 dans les républiques non-russes eurent peu de poids social, et furent défaits facilement.

La situation actuelle nous donne une image différente. Prenons deux exemples pour illustrer ce changement. En 1939, en Ukraine, la plus grande des républiques non-russes, les Russes représentaient 54 % de la classe ouvrière et en Azerbaïdjan, la principale république caucasienne, 48 %. En 1959, la classe ouvrière russe ne représentait plus respectivement que 26 % et 28 %. Le prolétariat des républiques non-russes n'est plus une force d'appui pour les politiques centralistes, et dans ces républiques la réserve de soutien à l'élite russe a diminué.

On a dit que dans toute l'Union soviétique la diminution des possibilités de promotion nourrissait une agitation sociale. Dans les républiques non-russes, ce mécontentement s'exprime sur des bases nationales, ce qui crée une situation potentiellement explosive. Prenons l'exemple de l'Ukraine. En matière d'enseignement secondaire, les Ukrainiens sont parmi les plus instruits d'Union soviétique. En termes de scolarisation complète jusqu'au secondaire, leur niveau est certainement plus élevé que celui de la population de la république russe. Pourtant entre 1955 et 1971, la proportion d'Ukrainiens inscrits dans les établissements de formation supérieure en Ukraine est passée de 69 % à 60 % du total. Le nombre d'Ukrainiens faisant des études en dehors de la république ukrainienne a aussi diminué. En conséquence, leur poids dans l'intelligentsia de la république, c'est-à-dire celui de ceux qui ont terminé des études supérieures, est resté stable dans cette décennie : 52 % en 1959 et 54 % en 1970. Les Ukrainiens représentaient 75 % de la population de la république.

Comme nous l'avons vu plus haut, le système d'études supérieures en Union soviétique présente d'importantes inégalités sociales qui favorisent les enfants de l'intelligentsia. En Ukraine, cela a pour conséquence l'auto-reproduction d'une élite étrangère. Un aspect de cette tendance sociale est que l'éducation supérieure est russifiée : les examens d'entrée, par exemple, se font en russe. En 1970, près de 60 % des Ukrainiens ne parlaient que l'ukrainien. Mais comme des études sociologiques l'ont montré, c'est la classe ouvrière qui parle le russe le moins couramment, et ses chances de succès aux examens dans cette langue sont donc faibles. Quand en 1965, la direction du Parti communiste ukrainien essaya d'ouvrir l'accès à la promotion sociale à la



Rassemblement des syndicats officiels. (DR)

jeunesse ukrainienne (ce qui était une façon de renforcer son propre poids social) en proposant l'« ukrainisation » de l'enseignement supérieur, cette décision fut annulée par Moscou.

Cette situation a eu une conséquence inattendue. Dans le passé, la classe ouvrière de Russie était mieux éduquée que celle d'Ukraine. Aujourd'hui, les avenues de la promotion sociale étant bouchées, les jeunes bacheliers d'Ukraine rejoignent en grand nombre les rangs des travailleurs de l'industrie. Par exemple, en 1973, 55 % des jeunes travaillant pour la première fois à Moscou (le centre métropolitain de l'Union soviétique) avaient terminé leurs études secondaires. Pour l'ensemble de l'Ukraine, le nombre était de 63 %. Le sociologue soviétique Iu. Arutiunian a écrit : « Plus les conditions de promotion des travailleurs non-russes sont favorables, plus l'on réussit à éliminer les tensions possibles dans les relations ethniques. » (9). Avec les jeunes ouvriers qui, dans les républiques comme celles de l'Ukraine, subissent non seulement la situation difficile de la classe ouvrière, mais aussi une oppression nationale, on peut s'attendre à ce que les tensions s'accroissent. Ceci est une des raisons principales pour laquelle l'Ukraine est le centre d'agitation ouvrière le plus important d'Union soviétique.

L'ATOMISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La classe ouvrière soviétique a sensiblement changé depuis une dizaine d'années. Pourtant, le système de relations industrielles, les restrictions dans les droits des travailleurs, l'absence de participation significative à la gestion, eux n'ont pas changé. Aujourd'hui, il existe essentiellement deux voies à la participation des travailleurs à la gestion de l'économie. Toutes les deux montrent l'extrême faiblesse de la classe ouvrière et son atomisation.

D'abord, il y a les syndicats soviétiques. Avec leur taux de syndicalisation de 98 % de la population salariée, ils restent essentiellement une « courroie de

transmission » entre le parti dirigeant et les travailleurs, bien que la théorie de la courroie de transmission, développée par Staline en 1926, ne soit plus officiellement reconnue. Ils remplissent à la fois un rôle administratif et de gestion. Selon l'idéologie officielle, ils ont une double fonction : d'abord éduquer les travailleurs, ce qui signifie essentiellement inculquer la discipline du travail et le respect pour une forme sacrée de propriété, la propriété d'Etat ; ensuite, les défendre et les représenter. Cependant, cette défense et cette représentation ne concernent essentiellement que les conflits sur leurs droits (tels qu'ils sont définis par la convention collective de l'usine) et jamais les conflits sur la défense de leurs intérêts. Pour qu'une plainte d'un travailleur soit prise en compte par les responsables du syndicat, il faut qu'elle s'exprime sous la forme du non-respect de droits d'un travailleur individuel, jamais ceux des travailleurs du non-respect de droits d'un travailleur individuel, jamais ceux des travailleurs comme groupe le fait que les syndicats n'ont pas d'indépendance par rapport à l'appareil du parti et que les responsables syndicaux, même au niveau de l'entreprise, sont désignés et non pas élus. Parfois, cette procédure a pris des formes grotesques. Par exemple, Alexandre Chlepine, ancien président des syndicats soviétiques était à la tête de la police secrète (KGB) avant de devenir le syndicaliste du plus haut rang.

Les conférences sur la production au niveau de l'entreprise, qui existent depuis 1921, sont composées de la direction de l'entreprise et des travailleurs et sont conçues afin que la voix des travailleurs soit entendue pour « assurer la bonne marche de l'entreprise, la réalisation et le dépassement du plan de production, le développement de l'émulation socialiste, l'accroissement général de la productivité

9. Iu. V. Arutiunian, *Konkretno sotsiologicheskoe issledovanie natsional'nykh otrochenii* (Les études sociologiques concrètes sur les rapports entre les nationalités), *Voprosy Filosofii*, numéro 12, Moscou 1969.



La tribune du 25e congrès du Parti communiste d'Union soviétique, mars 1976. (DR)

du travail » (10). Comme, dans les travaux des conférences sur la production, l'accent est mis sur la mobilisation des travailleurs pour la réalisation du plan, il n'est pas étonnant que ces institutions soient purement formelles. Comme l'ont souligné d'innombrables articles de journaux soviétiques, ces conférences sur la production se tiennent peu souvent, leurs délibérations sont vues d'un oeil défavorable par la direction, elles ne traitent que de sujets mineurs, et le nombre de travailleurs y prenant part a chuté.

Dans l'administration économique soviétique, la soi-disante « théorie socialiste » du « one-man management » (direction de l'entreprise par un seul homme) est sacrée. Mais il est intéressant de noter que l'écrasante majorité des travailleurs soviétiques mettent en cause cette pierre angulaire de l'administration de l'économie soviétique. Un des rares sondages fait à partir de 900 ouvriers à travers l'Union soviétique et réalisé par les Komsomols (organisation des jeunes du Parti communiste d'Union soviétique) en 1977 étudia l'attitude des travailleurs sur cette question. Les résultats du sondage montraient que « seuls quelques individus isolés s'opposaient à l'idée d'élire la direction de l'entreprise (...) 76 % de ceux qui étaient favorables aux élections soutenaient qu'avec un tel système la production serait plus efficace » (11).

Dans une économie qui n'est pas basée sur le marché et qui a dépassé le stade de l'accumulation primitive, l'absence d'autogestion est devenue un frein à la poursuite du développement des forces productives de la société. La première tâche de l'industrialisation consistant à em-

prunter, à imiter, à greffer les éléments les plus importants de la technique capitaliste peut s'accomplir sur la base donnée par l'industrie nationalisée. Mais, plus on va loin et plus l'économie s'affronte au problème de la qualité. Dans une économie nationalisée, la qualité, l'innovation technologique, et la croissance intensive nécessitent l'autogestion ouvrière. Pour continuer à progresser économiquement, il faut une vraie socialisation des moyens de production. Nous allons maintenant examiner la situation exceptionnellement difficile de la classe ouvrière soviétique et voir comment elle se comporte dans le cadre d'une économie qui n'a ni les contraintes du marché, ni la solidarité du socialisme.

UN APPAREIL RÉPRESSIF OMNIPRÉSENT

On dit souvent que l'Union soviétique est une société répressive. Elle l'est, mais là n'est pas le point essentiel. D'autres régimes, par exemple le Chili ou l'Afrique du Sud, la dépassent, et de loin, du simple point de vue de la brutalité. Ce qui est unique dans les mécanismes de contrôle social de l'Union soviétique, c'est la pénétration envahissante de la société civile par l'Etat ; la médiation par l'Etat de toute activité humaine importante ; la fragmentation et l'atomisation de l'existence sociale de la population. Ceci est bien résumé par I. Meszaros : « Dans une société capitaliste, les individus ne peuvent se réaliser que comme individus isolés. D'autre part, dans une société collectivisée bureaucratiquement ils ne peuvent se réaliser comme individus, encore moins

comme êtres sociaux. » (12)

Avec l'abolition du marché et du chômage en Union soviétique, et en l'absence de démocratie ouvrière, le seul mécanisme effectif de contrôle social dont dispose l'élite soviétique est celui dont nous venons de parler. Une telle méthode de contrôle social n'est pas une forme accidentelle du pouvoir bureaucratique, c'est l'unique mécanisme à la disposition de l'élite pour discipliner la classe ouvrière. L'Etat doit pénétrer et atomiser la société civile, car, sans cela, le contrôle social ne peut être réussi. Contrairement à ce qui se passe dans une société capitaliste, les inégalités et tensions sociales ne sont pas médiatisées par les relations de marché et toutes les mystifications qui les accompagnent. On ne peut s'en prendre à une « main invisible ». Bref, la nature même de l'Union soviétique est telle que les relations sociales sont transparentes, et la situation dans ce pays est fondamentalement instable.

L'existence d'une idéologie officielle monolithique en Union soviétique n'est pas une raison qui puisse justifier l'absence de protestation ouvrière spectaculaire. L'idéologie officielle, le dogme codifié, ne servent pas à légitimer les privilèges du groupe dominant et son pouvoir sur la société. Les déclarations rituelles des dirigeants du Parti, comme quoi la classe ouvrière est la force dirigeant la société,

10. Robert Conquest (ed.), *Industrial Workers in the USSR*, London 1967, p. 183.

11. *Literaturnaia Gazeta*, numéro 8, Moscou 1977.

12. Istvan Meszaros, *Marx's Theory of Alienation*, London 1970, p. 269.

etc., perdent leur efficacité, car elles sont en contradiction flagrante avec la réalité de la structure sociale existante. Pour pouvoir réaliser sa fonction de socialisation, l'idéologie officielle doit avoir quelque ressemblance avec les conditions existantes, elle doit pouvoir s'appuyer sur la réalité sociale. Supposer que l'idéologie officielle joue un rôle important pour calmer le mécontentement ouvrier, alors que les contradictions sont si criantes, c'est en fait croire que le « lavage de cerveau » sur une grande échelle constitue un mécanisme de contrôle social viable.

Nous pouvons trouver certains indices indirects qui montrent que les ouvriers soviétiques, c'est le moins que l'on puisse dire, considèrent l'idéologie officielle avec un haut degré de scepticisme. Par exemple, une enquête faite pour les *Izvestia*, organe central du gouvernement soviétique, du 13 avril 1967, basée sur un échantillon de 25 000 lecteurs, montra que seulement 32 % des ouvriers, 22 % des femmes, et 21 % des paysans des fermes collectives étaient d'accord avec la façon dont le journal décrivait leur sort. « Une constatation sérieuse et alarmante », tel était le commentaire du rédacteur sur les résultats de cette enquête. De même, une autre enquête des *Izvestia* du 12 juillet 1969, basée sur 8 000 interviews et 18 000 questionnaires, montra que seulement 18 % des lecteurs interrogés lisaient les articles définis comme idéologiques et politiques. D'un autre côté, les articles qui traitaient de « la lutte contre les cas de bureaucratie et de paperasserie sont lus avec une attention constante (...) L'intérêt des lecteurs se porte sur les questions de l'extension de la pratique démocratique dans la gestion économique, à plus d'ouverture, à une discussion détaillée des décisions adoptées, au développement de la critique et de l'autocritique. »

Afin de garder son contrôle sur la société, le groupe dirigeant soviétique maintient donc un impressionnant appareil de répression. Ce qui caractérise cet appareil n'est pas sa particulière brutalité, mais plutôt son emprise envahissante sur la société. Le principe fondamental de l'intervention de l'Etat dans la société civile est que toute interaction significative entre des individus ou des groupes doit être médiatisée et contrôlée par l'Etat et ses organisations. Ce qu'il est important de comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'activités directement politiques, mais d'interactions humaines significatives et spontanées en tant que telles. Dans une société post-capitaliste qui n'est pas basée sur les principes de l'autogestion ouvrière, où l'économie n'est pas autonome, l'intervention de l'Etat est plus profonde que dans tous les systèmes sociaux qui ont précédemment existé. Il en résulte que jamais une société dans l'histoire ne fut autant atomisée que la société soviétique aujourd'hui.

Les ramifications de ces mécanismes de contrôle social de la classe ouvrière sont très complexes à observer. Nous allons traiter ici trois de leurs conséquences. La première est que ce régime est en mauvaise posture pour faire fa-

ce aux revendications économiques les plus simples. Des questions comme l'augmentation des salaires et des prix, qui dans les sociétés capitalistes sont généralement traitées au niveau de la société civile, et qui ne deviennent politiques que dans de rares circonstances, acquièrent en Union soviétique un caractère politique immédiat. Dans cette société, les revendications économiques des ouvriers au niveau de l'entreprise sont aussi des revendications vis-à-vis de l'appareil politique central. Les conséquences sont infiniment plus grandes que dans les pays capitalistes. L'exemple de la Pologne est particulièrement éclairant à ce sujet : le gouvernement Gierk est tombé à cause de la réaction des travailleurs à l'annonce d'augmentations de prix pour des produits alimentaires. Cette situation est due au fait que l'économie est complètement centralisée, et que les entreprises ont peu d'autonomie. C'est le bureau politique à Moscou qui fixe les indicateurs clés des plans économiques ; les échelles de salaires sont aussi déterminées centralement.

Un facteur important de l'instabilité fondamentale du régime soviétique est qu'il n'a pas été capable de développer une pratique basée sur des revendications purement économiques dans la classe ouvrière. Cela a été possible dans une certaine mesure en Yougoslavie à cause de l'existence du marché. Mais en Union soviétique, même les revendications économiques les plus simples sont perçues comme une menace immédiate pour le pouvoir. De la même façon, les travailleurs savent que la toute puissance de l'Etat descendra sur eux s'ils organisent même le plus modeste des mouvements de protestation économique, aussi sont-ils réticents à le faire. Dans une telle situation, il y a peu de place pour un changement graduel. Les tensions viennent à ébullition et il en résulte souvent de violentes révoltes ouvrières spontanées. De nombreux incidents de cette sorte ont été recensés en Union soviétique (13) et l'Europe de l'Est offre beaucoup d'autres exemples.



Mikhail Gorbachev. (DR)

Le second effet de cette forme de contrôle social sur la classe ouvrière est d'atomiser et d'individualiser sa protestation. Il est important de souligner que la pénétration de la police secrète ne se limite pas au niveau « macro » mais se fait au niveau de l'entreprise et du domicile. La classe ouvrière soviétique travaille dans un contexte d'un régime d'entreprise où, en plus du passeport interne, chaque travailleur doit avoir avec lui un livret de travail

qui enregistre le résultat de son travail, et où toute activité anormale est notée ; où pour pouvoir changer d'emploi, il faut une lettre de référence de la direction de l'entreprise et du service de sécurité. Dans de telles conditions, la majeure partie du mécontentement ouvrier se traduit d'un côté par des manifestations de désespoir comme le fort taux d'alcoolisme, mais aussi par l'absentéisme et par un taux élevé de renouvellement du personnel.

Les économistes estiment que le renouvellement important du personnel en Union soviétique amène à une perte économique de 3 à 5 milliards de roubles par an. Les sociologues soviétiques de leur côté admettent que ce fort taux de renouvellement exprime « une façon particulière de critiquer certains défauts dans la sphère de production » (14). Le conflit s'accroît du fait de l'insistance mise sur une organisation plus rigoureuse du travail, de l'introduction de tapis roulants etc. Au contraire de ceux de l'Ouest, les ouvriers soviétiques n'ont pas de possibilité de riposte organisée : leur réaction est inorganisée, individuelle.

COMMENT FAIRE TRAVAILLER LES TRAVAILLEURS ?

Enfin, et paradoxalement, bien qu'en tant que classe les ouvriers soviétiques soient sans pouvoir, en tant qu'individus ils ont plus de contrôle sur leur procès de travail individuel que dans les pays capitalistes. Si l'on regarde les normes de travail, les cadences sur les chaînes, on voit que l'ouvrier peut contrôler sa propre cadence beaucoup plus que sous le capitalisme. La presse soviétique déplore en permanence la faiblesse de ces normes. Cette situation existe en partie comme le reflet des mécanismes de contrôle social décrits plus haut, à savoir que le haut niveau d'atomisation oblige les travailleurs à avoir un rapport avec leur procès de travail individuel, plutôt qu'avec la production dans son ensemble. Mais cette situation vient aussi du fait que les directeurs d'entreprise en Union soviétique ne possèdent pas de moyens efficaces pour forcer les travailleurs à une production de meilleur rendement. Ni les stimulants matériels, ni les menaces de licenciements ne peuvent être utilisés, il n'y a pas non plus à ce sujet de véritable sanction économique à une production de mauvaise qualité. Les efforts pour introduire une organisation du travail plus mécanisée ne sont que la tentative du régime pour réduire le contrôle individuel du travailleur sur son procès de travail. Mais, comme nous le verrons plus loin, ces efforts ont leurs contreparties qui limitent ce que les progrès économiques auraient pu accroître.

Le problème, pour le régime, est de savoir comment pousser les travailleurs à

13. V. Belotserkovsky, *Workers' Struggles in the USSR in the Early Sixties, Critique*, numéro 10-11, Glasgow 1978-1979.

14. Ie. G. Antonosenkov, *Opyt issledovaniya peremeny truda v promychlennosti* (L'expérience de recherche sur les changements d'emploi dans l'industrie), Novosibirsk 1969.



Le défilé du 7 novembre 1977 sur la place Rouge à Moscou. (DR)

produire et il fait partie intégrante du problème plus général de savoir comment harmoniser les intérêts particuliers des individus avec les intérêts généraux de la société. Les stimulants matériels jouent un rôle bien moins important en Union soviétique qu'en Occident. Le « coefficient des différences de revenus » par exemple est tombé de 5,4 en 1946 à 2,6 en 1976. Ceci est dû en grande partie à la suppression graduelle du travail aux pièces à taux de rémunération progressifs, ainsi qu'au fait que les ouvriers atteignent le niveau correspondant au salaire moyen beaucoup plus rapidement que par le passé. Il y a normalement six niveaux de salaires en Union soviétique et la plupart des ouvriers se situent entre le niveau trois et le niveau quatre. Dans une période de pénurie de main-d'oeuvre, la direction est tout à fait prête à proposer des salaires élevés aux travailleurs afin de les attirer. De plus, la soi-disante « émulation socialiste » et les primes des ouvriers représentent une somme tellement insignifiante qu'elles n'ont pas d'importance comme stimulants matériels (en ce qui concerne les directeurs, il en va tout autrement). Il faut souligner également le fait que l'argent joue un rôle tout à fait différent qu'à l'Ouest. Comme il y a une pénurie constante des biens de consommation, l'élite perçoit ses privilèges en grande partie sous une forme non monétaire, par exemple au travers de l'accès à ces biens par des magasins qui lui sont réservés. En bref, le travailleur a peu de stimulants matériels qui l'incitent à travailler dur, au grand regret des milieux dirigeants soviétiques.

De même le travailleur soviétique n'est pas confronté à la menace du chômage. La sécurité de l'emploi représente l'une des dernières conquêtes de la Révolution d'octobre qui n'ait pas été reprise à la

classe ouvrière. Le sentiment que ce qu'il faudrait à l'Union soviétique pour améliorer ses performances économiques dans les prochaines années serait un « réservoir de chômeurs » est assez répandu parmi l'élite soviétique. Comme l'a avoué un « officiel soviétique très bien informé » à un journaliste occidental, « un excès de sécurité d'emploi nuit à l'efficacité » (15). Mais le régime ne peut évidemment prendre une mesure si spectaculaire sans courir le risque de provoquer une protestation ouvrière massive. Des expériences vites du travail ont été tentées, qui ont impliqué des licenciements et des redéploiements, mais rien n'a été fait pour contrevvenir au droit au travail, ce droit le plus cher des travailleurs. Pour la direction des entreprises, l'augmentation de la pénurie de main-d'oeuvre a accentué le « problème de la discipline ». Selon les propres mots d'un directeur d'usine, « supposons que je punisse un travailleur. Il se sent offensé. Il va chercher un autre travail. Qui va le remplacer ? En peu de temps vous avez perdu vos employés » (16).

Malgré certaines réformes économiques, l'indice principal d'accomplissement du plan est encore la quantité de production, et il y a peu de sanctions pour une production de mauvaise qualité. Ce phénomène est bien connu et il est inutile de le détailler ici. Ceci crée à son tour de sérieuses difficultés quand on passe à la mécanisation du processus du travail. Une production plus automatisée nécessite une meilleure qualité et une plus grande exactitude, ce qui à son tour nécessite plus de contrôle de qualité et de supervision. Le résultat est que l'automatisation en Union soviétique a eu des conséquences quelque peu paradoxales. D'un côté, le nombre de vérificateurs et de contrôleurs a doublé entre 1959 et 1972. D'un

autre côté, devant l'incapacité des directeurs d'entreprises de motiver les travailleurs à une meilleure production, la qualité des biens produits ne s'est pas améliorée. Cela a pour résultat que le nombre de travailleurs s'occupant des réparations a augmenté de manière dramatique, contrebalançant ainsi les gains de l'automatisation. Comme l'a noté le journal *Trud* du 11 novembre 1965, il y a quatre fois plus de personnes employées à réparer les machines qu'à les construire.

L'individualisation du procès de travail en Union soviétique est le reflet du besoin extrême de socialisation du processus de production. Les tentatives pour socialiser la production en dehors du cadre de contrôle ouvrier se révéleront extrêmement difficiles pour le régime. Il est intéressant de remarquer que plusieurs articles de journaux soviétiques ont démontré à travers des recherches empiriques qu'une certaine forme de contrôle ouvrier est essentielle à l'amélioration de la production. Mais d'un autre côté, le contrôle ouvrier ne peut être introduit sans miner les mécanismes de contrôle social qui permettent au régime existant de rester au pouvoir. Par ailleurs, confrontée aux revendications d'une classe ouvrière importante, de plus en plus jeune et éduquée, la couche dirigeante pourrait avoir de plus en plus de difficultés pour résister aux pressions pour le changement. ■

Bohdan KRAWCHENKO,
Research in Political Economy, volume 7,
Greenwich, Connecticut, 1984.

15. *The Guardian*, Londres, 18 novembre 1975.

16. *Literaturnaja Gazeta*, numéro 25, Moscou 1978.

Le régime de Pretoria sur la défensive

DEPUIS le 21 juillet, 36 des 300 districts d'Afrique du Sud sont sous le règne de l'état d'urgence. Les zones noires entourant Johannesburg dans la province du Transvaal, et Port-Elizabeth dans celle du Cap oriental, sont touchées par la décision prise par le président sud-africain, P. W. Botha, qui a donc suivi son ministre de la Police, le général Johann Coetzee, désireux de « *calmer la situation le plus rapidement possible* ». Ce sont en effet ces deux zones qui connaissent depuis onze mois des émeutes interrompues par de brèves accalmies. En vertu de l'état d'urgence, la police peut

perquisitionner, saisir et détenir sans inculpation. Elle peut déplacer des personnes comme elle l'entend. Les droits des détenus sont encore réduits et la presse est sous surveillance (1). A ce jour, près de mille personnes ont été détenues depuis le 21 juillet. Et aux 650 personnes qui ont trouvé la mort depuis un an en Afrique du Sud, il faut maintenant ajouter la vingtaine qui ont été tuées au cours des deux journées de protestations de masse, le 28 et 29 août, pour exiger la libération de Nelson Mandela, protestations qui ont été réprimées brutalement par les forces de « sécurité » de l'Etat sud-africain. ■

Nathan PALMER

La proclamation de l'état d'urgence a servi de caution au gouvernement français pour prendre des sanctions auxquelles il se refusait jusqu'alors. La France est le cinquième partenaire commercial de Pretoria derrière la RFA, les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. La décision du Premier ministre français Laurent Fabius est venue relancer le débat entre ces gouvernements, aux premiers rangs de la collaboration avec l'apartheid, notamment les Etats-Unis, où la campagne pour le désinvestissement et la remise en cause de la politique reaganienne d'« engagement constructif » bat son plein (2). La RFA, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se sont tous trois déclarés hostiles à une politique de sanctions. C'est que leur implication en Afrique du Sud n'est pas mince (cf. encadré p. 24).

LA POLITIQUE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Pour autant, la décision française peut-elle avoir un effet d'entraînement ? Avant tout, il ne suffit pas de parler de sanctions. Il faut mesurer la portée des décisions françaises en fonction de ce qu'elles remettent en cause. Si sur le plan diplomatique elles marquent un raidissement, force est de constater qu'elles ne constituent en rien une remise en question des relations économiques entre les deux pays. Suspendre les nouveaux investissements ne remet pas en cause la présence française dans le pays et les contrats existants, entre autres la construction par la société Air-Liquide de la plus grosse usine mondiale de production d'oxygène pour la société Sasol. Cette société sud-africaine a développé, grâce à la participation occidentale, un complexe chimique de gazéification du charbon pour faire face aux besoins énergétiques d'une économie militarisée.

François Mitterrand a déjà montré que la France remplirait scrupuleusement

les engagements commerciaux signés par son prédécesseur. De plus, entrent en ligne de compte dans la position adoptée par la France des facteurs de politique intérieure. Ce n'est pas pour rien que Laurent Fabius avait pour la première fois parlé de sanctions contre Pretoria lors d'une grande cérémonie sur les droits de l'homme, en juin dernier à Paris, en présence du prix Nobel de la paix, l'évêque sud-africain Desmond Tutu. Tout cela concourt à cultiver l'image d'un Parti socialiste français champion des droits de l'homme.

Néanmoins, l'un des effets des sanctions françaises a été de verser une nouvelle pièce au dossier, à faire un peu plus pencher la balance en faveur de pressions efficaces sur Pretoria. Mais ces pressions, qui ne dépasseront jamais les limites des intérêts communs aux dirigeants sud-africains et européens, ceux de la défense de l'ordre capitaliste face aux menaces d'une révolution en Afrique du Sud, placent le régime de l'apartheid dans l'obligation de justifier ses actes contre le peuple noir d'Afrique du Sud. Le débat sur les sanctions occidentales résulte des pressions exercées dans ces pays, mais aussi de l'inquiétude croissante des principaux pays capitalistes devant les menaces d'explosion dans ce pays stratégique pour eux. Malgré tout, tant les Etats-Unis que le Royaume-Uni se sont refusés à voter en faveur de sanctions lors du dernier débat à l'ONU.

Face aux pressions occidentales en faveur de changements en Afrique du Sud, qu'elles prennent la forme de sanctions économiques ou de l'« engagement constructif », la réaction du gouvernement de Pretoria et du président P. W. Botha étaient attendues. Les spéculations allaient bon train et certains médias, bienveillants vis-à-vis de l'Afrique du Sud, se croyaient même autorisés à annoncer des réformes substantielles. C'était mal comprendre la classe dirigeante blanche et ses divergences internes. Botha peut se permettre de laisser croire à sa volonté de ré-

forme, mais il doit tenir compte de la base sociale du régime et de la surenchère de l'extrême-droite, prête à dénoncer la moindre atteinte à l'apartheid.

Déjà le 19 juin, lors de la clôture de la session parlementaire, P. W. Botha rejetait toute ingérence des USA dans les affaires sud-africaines. Ce discours intervenait après le raid sud-africain au Botswana contre des bureaux et des responsables de l'African National Congress (ANC). Il se permettait même l'arrogance d'affirmer à cette occasion : « *C'est parce que nous sommes en train de réussir sur la voie de la réforme et qu'une Afrique du Sud stable est en vue, que les forces hostiles à cette évolution sont résolues à détruire les progrès réalisés.* »

Après le vote du 26 juillet 1985 par le Conseil de sécurité des Nations-Unies — le Royaume-Uni et les Etats-Unis s'abstenant — préconisant des sanctions volontaires, donc non obligatoires contre Pretoria, Botha a renchéri en décrétant nulle et non avenue une telle résolution et menacé de prendre des représailles contre les travailleurs immigrés dans son pays : « *J'ai ordonné aux institutions sud-africaines d'établir rapidement le nombre de travailleurs étrangers dans le pays, l'endroit où ils se trouvent de façon à ce que le gouvernement puisse étudier les mesures afin de les rapatrier dans leur pays.* » Ce que Botha agite, c'est la menace de prendre en otages les 1,5 millions de travailleurs noirs venant des pays voisins et ne possédant pas la nationalité sud-africaine. Parmi ceux-ci, il faut compter un million de Sud-Africains noirs dépossédés de leur nationalité parce que rattachés bon gré mal gré à l'un des quatre bantoustans dits indépendants (Transkei, Ciskei, Bophutatswana et Venda).

1. Le *Rand Daily Mail*, principal quotidien d'opposition, devait fermer ses portes à la fin du mois d'avril. Il a été remplacé par un quotidien financier, *Business Day*.

2. Cf. l'article de Peter Blumer, dans *Inprecor* numéro 201 du 22 juillet 1985.



Le bidonville noir de New Brighton, le deuxième en importance après Soweto. (DR)

Surtout, la réponse des autorités sud-africaines réside dans le maintien de ses opérations de police dans les townships. Le 20 août, c'est à Soweto qu'a été menée une perquisition maison par maison. Depuis le début des émeutes il y a un an, c'est la première fois que ce township, le plus gros du pays avec environ 2 millions d'habitants, connaît ce genre d'intervention policière.

UNE ANNÉE DE MOBILISATION DES MASSES NOIRES

Il y a près d'un an les premières émeutes ont été déclenchées par la hausse des loyers des maisons appartenant à l'Etat dans les ghettos noirs. Ces explosions spontanées sont entrées en résonance avec le boycott des cours suivi massivement par les écoliers et lycéens noirs et le développement continu de l'action des syndicats indépendants. L'un des temps forts de cette convergence a été la grève générale de la province du Transvaal, les 5 et 6 novembre 1984 (3). L'une des caractéristiques de la situation dans les townships est donc la coexistence de formes d'action organisées, comme cela peut être le cas pour le boycott des magasins blancs, et d'expression incontrôlée de mouvements de foule.

Les funérailles des victimes de la police voient cohabiter organisations communautaires et syndicales avec une population exaspérée de subir l'apartheid. Des collaborateurs du régime, conseillers municipaux ou policiers noirs, sont pris pour cible et la violence exercée contre eux relève autant de la brutalité du système que d'un problème de débouché stratégique. Le suivi, semaine après semaine, de l'actualité dans ce pays, donne l'impression d'une

Ce que sont les bantoustans

Les homelands forment la pierre angulaire du régime d'apartheid. Ils occupent 13,7 % du territoire, et plus de la moitié de la population noire y habite. Ces bantoustans sont de véritables déserts économiques. Il n'y existe quasiment pas d'industrie et les terres les moins fertiles s'y trouvent. Le chômage massif et la pauvreté y sont d'ailleurs la réalité quotidienne de plus de 10 millions de Noirs. Ainsi, au Transkei, 40 % des enfants noirs meurent avant l'âge de 10 ans, alors que le Transkei est le « modèle » que le gouvernement d'Afrique du Sud met en avant. Il y a en tout 10 homelands. Parmi ceux-ci, 4 sont soi-disant des Etats indépendants : Transkei, Ciskei, Bophutatswana et Venda, mais en fait leurs gouvernements sont entièrement contrôlés par le gouvernement sud-africain. Une répression dure s'y exerce.

Dans la politique d'apartheid, les homelands ont une double fonction : au niveau économique, ils forment une réserve énorme où les patrons peuvent facilement trouver de la main-d'œuvre bon-marché ; au niveau politique, ils servent à légitimer la suprématie blanche. Le gouvernement sud-africain veut enlever les droits civiques de tous les Noirs. Les Noirs jouissent uniquement de droits politiques dans leurs homelands. Dans les régions des Blancs (86,3 % du territoire), ils sont considérés comme étrangers par le gouvernement. Les homelands sont subdivisés selon l'appartenance tribale des Noirs. Les grévistes licenciés, les chômeurs (après 122 jours de chômage), etc., sont renvoyés des zones « blanches » vers « leur » homeland. ■

séquence tragique et sans fin de funérailles où tombent de nouvelles victimes de l'apartheid et où se montre la colère des masses noires qui s'en prennent aux auxiliaires de l'apartheid. Cela trace l'une des limites de ces émeutes : restées cantonnées aux zones noires, elles n'atteignent que des objectifs marginaux et non pas le cœur du système.

Les récents événements survenus à Durban les 7 et 8 août viennent aussi l'illustrer. Les émeutes qui s'y sont déroulées ont visé les commerçants indiens, nombreux dans cette région. Les divisions

de l'apartheid, qui ont donné à cette communauté classifiée comme « asiatique », une situation moins défavorisée sur le plan économique comme sur celui des droits, entrent ainsi en ligne de compte dès lors que n'existe pas une direction consciente capable d'œuvrer à l'unité de l'ensemble des masses noires, qu'elles soient « asiatiques », « métisses » ou « africaines », comme cela est le cas dans le mouvement syndical non-racial. Les po-

3. Pour un bilan de cette grève, cf. *Inprecor* numéro 201 du 22 juillet 1985.

tentialités de cette unité sont évidentes. En effet, « Indiens » et « Métis » avaient massivement rejeté les réformes constitutionnelles de Botha (4).

De plus, des témoignages font état d'agressions menées par des personnes se réclamant du Front démocratique uni (UDF) contre des militants politiques de l'Azapo (courant de la Conscience noire) ou syndicaux comme ceux appartenant à la FOSATU, l'une des deux grandes fédérations non-raciales. La direction nationale de l'UDF a démenti ces actions faites en son nom. Les émeutes de Durban, où l'action de nervis de l'organisation tribale Inkatha a été évidente, amènent à penser qu'aux divergences au sein du mouvement de masse viennent s'ajouter les provocations du régime.

L'Inkatha est l'organisation que dirige Gatsha Buthelezi, chef du Kwa Zulu. Ce bantoustan est le plus grand des dix créés par l'Afrique du Sud pour se débarrasser de ses citoyens noirs. Mais, au contraire d'autres chefs de bantoustans, Buthelezi s'est donné le profil de l'opposant modéré à l'apartheid, refusant l'indépendance-bidon de Pretoria pour se chercher des soutiens dans les milieux d'affaires, tant sud-africains qu'américains. Il vient même d'effectuer un séjour en Israël pour assoir son image internationale. Son calcul est simple : incarner la solution de l'après-apartheid, comme alternative à l'ANC et à l'ensemble du mouvement de masse. Quand on sait que les Zoulous représentent six millions de personnes en Afrique du Sud, on comprend l'enjeu que représente le fait d'y être hégémonique. Les miliciens de l'Inkatha ont ainsi patrouillé, armés de bâtons et de lances, dans les townships de la province du Natal, n'hésitant pas à attaquer les funérailles de Victoria Mxengue, avocate assassinée qui fut l'une des dirigeantes de l'UDF.

L'agitation dans les townships semble pouvoir durer indéfiniment. Ses retombées se font sentir jusque dans les milieux d'affaires étrangers, inquiétés par l'obstination du régime raciste. La monnaie sud-africaine, le rand, a connu une forte dé-

Libérez Nelson Mandela !

La répression est aujourd'hui de moins en moins sélective et toutes les composantes politiques, syndicales et associatives de l'opposition au système de l'apartheid sont menacées d'arrestations, d'assassinats et d'enlèvements. Mais le régime considère toujours que son objectif prioritaire et sa première victime doivent être les courants qui se reconnaissent plus ou moins dans l'ANC. L'UDF, qui exprime en partie l'influence de ce mouvement (en cohabitation avec les Eglises) est donc le plus violemment attaqué aujourd'hui. A la liste déjà longue de ses responsables détenus par le régime de Pretoria vient de s'ajouter une autre arrestation, et de taille. Le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des églises réformées et un des fondateurs de l'UDF, a été arrêté le 27 août, alors qu'il devait prendre la tête de la manifestation pour la libération de Nelson Mandela le lendemain. Le pasteur Boesak est détenu en vertu de la Loi de sécurité interne, qui autorise les autorités à garder des suspects indéfiniment sans les inculper de quoi que ce soit.

Mais d'autres mouvements sont eux aussi frappés. Ce fut notamment le cas du mouvement syndical, quand un jeune dirigeant du Chemical Workers Industrial Union, Andries Raditsela, décéda en mai 1985 à la suite des mauvais traitements subis pendant sa détention dans les locaux de la police. Personne n'est donc à l'abri. Les militants de l'ANC ou ses sympathisants sont les plus souvent incarcérés sous le prétexte des lois de protection contre le communisme. L'appartenance supposée ou établie à ce mouvement place immédiatement la personne concernée en état de menace de mort. Nombre d'entre elles sont effectivement morts en détention. Mais depuis peu sont apparus des sortes de commandos, le plus souvent composés de noirs, qui reprennent les méthodes d'enlèvement et d'assassinat des régimes latino-américains. Ceci permet d'éviter ainsi la nécessité formelle des arrestation et des perquisitions. Avec cette méthode, il est dorénavant possible de frapper tous ceux qui constituent une menace pour le régime, militants modérés de l'UDF, syndicalistes, membres des groupements de la « conscience noire » etc. qu'il est difficile de faire passer pour des membres de l'ANC.

A l'intérieur du pays la campagne pour la libération de Nelson Mandela comporte évidemment un enjeu politique qui dépasse la simple bataille pour les droits démocratiques. Au delà de la personne même du vieux leader, le thème de sa libération alimente la propagande de ceux qui veulent que s'établissent des négociations entre le pouvoir et une partie du mouvement noir. L'ANC de son côté y trouve l'avantage d'une propagande en sa faveur. A l'étranger, cette campagne est d'ailleurs souvent utilisée de manière sectaire, notamment par les partis communistes, pour restreindre la solidarité au seul ANC.

Quoiqu'il en soit, la libération de l'ancien dirigeant de l'ANC serait perçue en Afrique du Sud, non comme le produit des pressions internationales de la social-démocratie et de certains secteurs libéraux, mais bien comme une victoire du mouvement de masse. Il faut que Mandela soit libéré !

préciation par rapport au dollar. Il s'échange à environ 0,36 dollars, après avoir connu les années précédentes la parité avec la monnaie américaine. Les va-

leurs sud-africaines, et en tout premier lieu les mines d'or, voient leurs cours chuter. Quand on sait que l'économie est déjà touchée par la récession, on comprend mieux les exhortations à négocier adressées à Botha. Certains lui demandent d'effectuer les adaptations nécessaires, notamment face à la détermination intacte du mouvement syndical.

LE ROLE DES SYNDICATS INDÉPENDANTS

Les grèves organisées par les secteurs les plus combatifs, contre les licenciements, pour les augmentations de salaires, pour la reconnaissance syndicale par l'employeur, n'ont pas cessé. Le mouvement s'est nourri des succès importants qui ont pu être remportés tant dans le secteur privé que face à certaines compagnies d'Etat, comme cela a été le cas à l'usine Sasol (5).

4. Cf. *Inprecor* numéros 163 du 19 décembre 1983 et 179 du 10 septembre 1984.

5. Cf. *Inprecor* numéro 196 du 13 mai 1983.

La jeune génération de la minorité blanche privilégiée. (DR)



Le très dynamique syndicat des mineurs, NUM, a pris trois décisions importantes lors de son congrès extraordinaire tenu le 3 août 1985, où étaient présents 450 délégués et 2 500 militants. Il a adressé un ultimatum de 72 heures à Botha pour qu'il lève l'état d'urgence, faute de quoi « *tous les commerces appartenant à des Blancs près des mines seront boycottés* ». Une deuxième décision fut celle du principe d'une grève générale immédiate et de durée indéterminée si le président de la République sud-africaine mettait à exécution la menace d'expulser les travailleurs « étrangers ». Mais la décision qui a fait le plus de bruit a été l'appel à une grève générale dans les mines pour appuyer la revendication d'une augmentation salariale de 22 %, alors que la Chambre des mines se refusait à aller au-delà de 19 %. La grève, qui devait commencer le 25 août, a été reportée à cause de certains progrès dans les négociations avec les patrons, et doit maintenant démarrer le 1er septembre, mais pour l'instant elle doit toucher seulement 7 mines sur les 29 prévues à l'origine. Prises ensemble, ces trois décisions réalisent la synthèse entre revendications élémentaires et revendications politiques face au gouvernement. Il faut en effet souligner que les zones minières ne sont pas situées dans les régions soumises à l'état d'urgence.

Le NUM a tenu à se ménager une marge de manœuvre face à la Chambre des mines, car il sait le tort que lui porterait une défaite majeure alors que son développement, depuis sa création il y a 5 ans, est l'un des plus spectaculaires du nouveau mouvement syndical. Ce développement du NUM est significatif du développement des syndicats indépendants. Les obsèques d'un dirigeant de la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), Andries Raditsela, mort juste après sa libération par la police, ont été l'occasion d'une imposante manifestation. 20 000 manifestants ont assisté à ces obsèques, le 14 mai 1985. Dans les manifestations qui accompagnent les funérailles des victimes de la répression, les tee-shirts et banderoles syndicales sont bien souvent voisins de ceux des organisations politiques ou communautaires.

Il faut y voir plus qu'un symbole. Cela traduit l'enracinement en profondeur d'un mouvement syndical qui a dû patiemment et obstinément retisser par lui-même les liens et les structures disparues lors de la répression ouverte de 1960. Cela explique aussi la réflexion qui traverse ce mouvement, sur la construction d'une direction pour la classe ouvrière et sur les expériences de la classe ouvrière d'autres pays. Cette réflexion prend d'autant plus de poids que les syndicats indépendants sont engagés dans la mise sur pied d'une large fédération unitaire qui pourrait être lancée d'ici la fin de cette année.

La recherche d'une orientation stratégique, d'une direction pour la lutte et la question des alliances sont les questions qui se posent dans toute situation où les contradictions de classes s'exacerbent.

Les intérêts impérialistes en Afrique du Sud

La Grande-Bretagne, les USA, la RFA, la France et la Suisse représentent plus du 90 % des investissements étrangers directs dans le pays, soit plus de 15 milliards de dollars. Sur les 1068 multinationales opérant en Afrique du Sud, un tiers ont leur siège en Grande-Bretagne. Les Etats-Unis comme la RFA représentent chacun un quart de celles-ci.

Les liens entre Londres et Pretoria sont anciens. Avec 8 milliards de dollars, Londres représente la moitié de l'investissement étranger direct. Avec l'investissement indirect, le total atteint 14 milliards de dollars, soit 10 % de l'investissement britannique à l'étranger (*Financial Mail*, novembre 1984).

Après la Grande-Bretagne, ce sont les USA qui viennent au second rang de l'investissement étranger direct, avec près de 20 % du total. Entre 1966 et 1983, l'investissement US est passé de 490 millions de dollars à 2,3 milliards de dollars. Selon une publication américaine, l'investissement américain s'élève à 13,78 milliards de dollars (*Christian Science Monitor*, 5 juillet 1985).

La République fédérale allemande, elle, représente 10 % de l'investissement étranger, avec 1,4 milliards de dollars. La balance commerciale est largement excédentaire pour la RFA : elle exporte vers Pretoria pour 2,3 milliards de dollars par an contre 676 millions de dollars d'importations d'Afrique du Sud.

Le Japon, de son côté, équilibrait mieux sa balance commerciale, en exportant la valeur de 1,9 milliards de dollars pour 1,3 milliards de dollars d'importations en 1984. Parmi les autres partenaires notables, il faut également citer la Suisse et le Canada.

Ce touchant tableau de famille serait incomplet sans la participation décisive au maintien et au développement de l'apartheid des prêts bancaires occidentaux. Le Conseil mondial des Eglises a rendu public, en avril 1985, un rapport sur ces prêts pour la période mi-1982 — fin 1984. Ce sont 98 nouveaux prêts qui ont été consentis par 202 banques de 18 nationalités différentes pour un total de 4,25 milliards de dollars. Ces prêts concernent aussi bien les entreprises publiques que privées en Afrique du Sud. Les 20 plus gros prêteurs sont toutes des banques européennes, le Royaume-Unis, la Suisse, la RFA et la France se partageant l'essentiel des prêts, dans cet ordre.

L'Afrique du Sud ne fait pas exception à la règle, malgré la spécificité que lui confère la place de la question de libération nationale dans le processus en cours.

La classe ouvrière noire et ses organisations possèdent le potentiel pour faire plus qu'inquiéter le régime. Seuls les travailleurs noirs d'Afrique du Sud, par la place qu'ils occupent, peuvent structurer la lutte pour renverser totalement l'apartheid jusque dans ses fondements capitalistes. Cela est compris aussi bien par des secteurs de la bourgeoisie blanche qu'au sein des Eglises.

C'est là qu'il faut chercher la raison de la mise en avant de personnalités comme l'évêque anglican et prix Nobel de la paix Desmond Tutu, ou du révérend Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées. Les puissances occidentales en font des interlocuteurs privilégiés, car ils sont les seuls à apparaître à la fois comme opposés à la collaboration avec l'apartheid, opposants farouches aux idées marxistes, et disposant d'une audience de masse. Le rôle de premier plan joué par les Eglises affiliées à l'UDF, dans le cadre du Front démocratique uni, montre qu'elles ont compris qu'une course de vitesse était engagée pour l'influence sur les masses noires et qu'il valait mieux ne pas partir en retard.

D'autres secteurs occidentaux poussent le réalisme jusqu'à exiger la libération de Nelson Mandela, le dirigeant de l'ANC emprisonné à vie depuis 1963, tant ils croient qu'une négociation avec cette

organisation sera inévitable tôt ou tard. Même le gouvernement de Margaret Thatcher s'est prononcé pour sa libération immédiate. Mais Mandela a rejeté toute négociation avec le régime, tant que celui-ci n'abandonnera pas clairement l'apartheid.

L'ANC, qui a développé son influence dans les townships, a décidé d'intensifier la lutte armée, y compris contre des objectifs civils, lors de la seconde conférence de son histoire depuis son interdiction en 1960, qui s'est tenue en juin 1985. Son aile militaire, Umkhonto We Sizwe (le Fer de lance de la nation) a accompli des actions qui ont renforcé son prestige, mais elles n'ont pas démontré pour l'instant son utilité dans les townships face aux forces armées du régime. Il faut aussi noter que le Parti communiste sud-africain commence à tenter une réapparition, comme en témoigne la présence d'une de ses banderoles à des funérailles, à Cradock, le 20 juillet 1985.

Aujourd'hui, tout le monde comprend que l'Afrique du Sud, même si elle n'est pas au bord d'une révolution imminente, est en train de vivre des heures qui compteront au fur et à mesure que l'épreuve de force va s'intensifier. Les acquis politiques et organisationnels pèseront alors lourd dans la balance pour le mouvement des masses noires sud-africaines.

Nathan PALMER,
29 août 1985.

ETATS-UNIS

La flexibilité "made in USA"

Depuis quelque temps, une nouvelle clause est apparue dans les contrats de travail aux Etats-Unis : la « double échelle ». Ses conséquences pourraient être catastrophiques pour les travailleurs américains. Selon ce principe, les nouveaux embauchés toucheront un salaire jusqu'à 50 % inférieur à celui des travailleurs en place. Ils devront attendre 20 ans d'ancienneté avant de toucher un salaire complet. La très nette diminution globale des salaires qu'une telle mesure entraîne se trouve aggravée par la mobilité d'emploi des ouvriers. Rares sont ceux qui atteignent 20 ans d'ancienneté. En sont la cause certaines pratiques du patronat américain comme, par exemple, celle de la firme Cudahy, de l'industrie alimentaire qui, procédant à un changement fictif de propriétaire, licencie ses 200 ouvriers syndiqués puis en réembauche d'autres, non syndiqués à un salaire inférieur de moitié. En 1983, Texas Air met en faillite une de ses filiales, rompt les contrats de travail, réembauche à 50 % du salaire antérieur et reconstruit sa filiale. Dans l'industrie automobile, on licencie et on réembauche selon l'évolution du marché. Cette pratique s'est étendue, entre autres, à l'industrie électronique. Dans la Silicon Valley, « paradis » de la nouvelle industrie américaine, on compare volontiers la situation des ouvriers, embauchés le temps d'exécuter une commande, à celle des ouvriers agricoles des années 1930, qui passaient d'une récolte à l'autre au gré des saisons. Mais les saisons qui rythment aujourd'hui la vie sociale américaine sont celles du capitalisme du troisième âge.

Cette évolution correspond aux exigences du patronat liées à sa nouvelle politique industrielle. Dans le secteur textile du géant multinational Du Pont, cette politique se décompose en trois étapes. D'abord, réduire l'emploi (11 000 emplois supprimés lors du premier trimestre 1985) ; ensuite, se spécialiser dans les produits de haute qualité, plus rentables parce qu'une moins grande part de la valeur produite est payée aux ouvriers ; enfin, laisser à de petites entreprises sous-traitantes la production de moindre rendement. L'avantage essentiel de ces petites entreprises consiste dans le fait que le coût social y est de très loin inférieur (salaires plus faibles, protection sociale inexistante, syndicalisation souvent nulle, faillites aisées). Diverses facilités (taxes, subventions) sont accordées par les Etats à ces petites entreprises. En outre, comme on le verra plus loin, la sous-traitance

échappe souvent à tout contrôle légal dans le secteur textile. A cette transformation structurelle s'ajoute une transformation géographique. Les entreprises se déplacent, soit vers l'étranger soit vers le sud et l'ouest des USA, où elles profitent des bas salaires, du peu de protection sociale, de la faible syndicalisation, d'une législation favorable et des gouvernements d'Etats dévoués au grand capital. Cette évolution a débuté après la Seconde Guerre mondiale dans le textile et la confection et s'est étendue ensuite, comme une tache d'huile, à l'industrie pétrolière et, aujourd'hui, à l'industrie électronique et nucléaire.

L'influence de cette évolution sur les rapports sociaux apparaît clairement dans les négociations pour de nouvelles conventions collectives qui ont débuté en juin à Westinghouse. La stratégie patronale a été clairement définie ainsi : plus de conventions sectorielles (jusqu'ici les négociations étaient menées sur la base des conventions adoptées par le grand concurrent, General Electric) mais, au contraire, usine par usine. « On ne peut pas fixer les salaires dans une usine de moteurs selon les profits réalisés dans l'électronique », affirment les dirigeants. Là où le patronat est en position de force, il pourra donc imposer ses conditions sans devoir affronter les sections syndicales les plus actives. Et la position du syndicat s'en trouvera gravement affaiblie.

La diminution des salaires et l'affaiblissement des syndicats ne constituent

pas les seuls objectifs de la direction. Un autre but, peut-être le plus important, est la diminution, voire la disparition de la protection sociale. Il faut savoir qu'aux USA, la protection sociale est quasi inexistante au niveau national. Seuls les salariés des grandes entreprises des régions fortement syndicalisées ont pu imposer au cours des dernières décennies certaines mesures de protection sociale inscrites dans les contrats de travail, telles qu'allocation de chômage, retraites, protection médicale, etc. La disparition de telles mesures offrirait un double avantage à la direction. D'une part, il y aurait diminution du coût salarial global, bien sûr, mais d'autre part, et surtout, cela conduira les travailleurs à accumuler au plus vite le plus d'argent possible pour préparer leur retraite, faire face aux risques de chômage, de maladies, d'accidents (il y a 6 millions de victimes d'accidents du travail chaque année aux USA). Pour cela, ils accepteront plus d'heures supplémentaires et moins de congés, ils seront moins revendicatifs par crainte du chômage sans indemnités. Ainsi s'aggravera une situation déjà existante, entre autres dans l'automobile, comme à la General Motors où, par le jeu des heures supplémentaires, la journée de travail est de 10 à 12 heures par jour, 6 jours par semaine. Dans une usine Ford, la moyenne hebdomadaire est de 58 heures. L'idéologie du « self made man », de l'homme qui assure lui-même son avenir, est propagée à tous les niveaux de la société américaine (TV, école,

Quatrième Internationale

REVUE DES
TRAVAILLEURS
MONTREUIL



XII^e
CONGRES MONDIAL
de la
QUATRIEME
INTERNATIONALE

janvier 1985

Numero special 17/18

septembre 1985

— SOMMAIRE —

<i>Note introductive</i>	p. 5
<i>Thèses sur la situation internationale</i>	p. 6
<i>L'étape actuelle de la construction de l'Internationale</i>	p. 27
<i>Révolution politique et contre-révolution en Pologne</i>	p. 50
<i>Démocratie socialiste et dictature du prolétariat</i>	p. 74
<i>La révolution centro-américaine</i>	p. 92

Ce numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale* contient tous les textes adoptés par le 12^e congrès de la IV^e Internationale en janvier 1985.

111 p., 55 francs port compris, Envoyez vos commandes à *Quatrième Internationale*, 2 rue Richard-Le-noir, 93108 Montreuil, France (chèques bancaires et postaux à l'ordre de PEC).

journaux). Elle conduit à trouver une telle situation tout à fait normale, voire souhaitable.

Bien entendu, simultanément, on diminue le tarif des heures supplémentaires. Dans la métallurgie, le travail du dimanche sera désormais de 25 % supérieur au salaire normal, au lieu de 50 % précédemment.

Lors des négociations en vue d'un contrat de travail pour la future filiale de General Motors, la Saturn Corporation, la direction a avancé d'autres exigences chères au patronat. Elle veut que les travailleurs aient un statut unique. Cela permettra au patron d'éviter le système des « work rules » (règles de travail) qui fixait entre autres dans le contrat de travail, les tâches à effectuer par chaque type de travailleur. Avec ce système de classification unique, la direction pourra employer des travailleurs aux tâches qui lui conviennent, quand elle le désire, sans se soucier des règles syndicales. En supprimant les qualifications, elle pourra diminuer les salaires et les emplois.

Tandis que le patronat impose ses conditions, l'administration Reagan veut lui faciliter la tâche, par divers projets de loi. Le premier vise à l'application d'un salaire minimum pour les moins de 19 ans, salaire inférieur d'un quart au salaire minimum actuel. D'autres visent à réduire les limitations du travail des enfants. Dans le même temps, par les coupes budgétaires dans les domaines de l'éducation, la suppression des règlements garantissant un enseignement convenable aux enfants des ghettos noirs et hispaniques et la baisse des ressources des parents, le gouvernement fournit au patronat une future main-d'œuvre sous-payée, exploitable à merci. Enfin, le gouvernement veut créer des « zones d'entreprises », avec avantages fiscaux et sans salaire minimum. Elles se situeront dans les régions à fort taux de chômage, là où les travailleurs sont prêts à accepter les plus bas salaires.

A cette « flexibilité » patronale et gouvernementale légale s'en ajoute une autre, illégale, celle des « sweatshops ». Ces ateliers clandestins installés dans des garages ou dans des entrepôts vétustes, symboles de l'industrialisation du 19e siècle, ont réapparu ces dernières années. Le salaire, aux pièces, y est de trois fois inférieur au salaire minimum légal, la protection y est nulle, les syndicats absents, les conditions de travail très pénibles, le travail des enfants fréquent. Ces ateliers sont essentiellement des sous-traitants de l'industrie électronique et textile, employant en majorité des travailleuses immigrées clandestines. On les trouve surtout dans le Sud-Ouest (Silicon Valley par exemple) ou dans les ghettos urbains (il y avait 200 000 travailleuses clandestines à New York, en 1980).

La flexibilité made in USA s'applique donc en deux étapes contradictoires. Dans un premier temps, il y a une politique de division des travailleurs (double échelle, sous-traitance, travail des femmes, des enfants et des immigrés). Par les déplacements vers le Sud-Ouest et les contrats

négociés usine par usine, le patronat, sans affronter les travailleurs les mieux organisés, impose ses conditions aux autres. Par un double processus de remplacement de l'ancienne classe ouvrière (embauche des jeunes et immigrés, faillites fictives) ou pression sur cette dernière, qui se trouve affaiblie par son isolement, on atteint dans un deuxième temps le véritable objectif, c'est-à-dire la réunification de la classe ouvrière sur la base du nivellement par le bas des salaires et des conditions de travail. Il y a soumission totale aux « lois du marché ». Tout élément des contrats de travail qui répond à un autre critère — par exemple le bien-être des travailleurs — doit être supprimé.

Au temps de l'illusion de la « prospérité générale », les capitalistes niaient le fait que le développement du capitalisme conduit à l'appauvrissement des travailleurs. Aujourd'hui, ils en font le principe même de leur action. ■

GUADELOUPE

La mobilisation pour la libération de Georges Faisans

C'est parce qu'un enseignant français avait frappé un élève guadeloupéen en clamant, « les nègres, c'est à coups de pied qu'il faut les mener », et que Georges Faisans, membre du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI) avait riposté en blessant légèrement d'un coup de coutelas l'auteur de cette agression raciste, que le militant indépendantiste fut incarcéré puis condamné à trois ans de prison par la cour d'appel de Basse-Terre, en Guadeloupe, en juin 1985, malgré la demande de mise en liberté du procureur de la République. C'est ce jugement inique, survenant après de lourdes condamnations contre les militants indépendantistes ces dernières années, qui amena la population guadeloupéenne à riposter massivement en organisant, à Pointe-à-Pitre, capitale de l'île, des barrages routiers pendant près d'une semaine au mois de juillet dernier.

La mobilisation, impulsée par un comité de coordination unitaire pour la libération de Georges Faisans — dans lequel se retrouvaient la totalité des organisations indépendantistes, dont nos camarades du Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IVE Internationale, et de nombreux syndicats, parmi lesquels le Mouvement d'action syndical unifié (MASU) —, ne cessa qu'avec la libération du militant indépendantiste, le 29 juillet. C'est sans doute le caractère unitaire de cette mobilisation qui, compte tenu des traditions de sectarisme des organisations indépendantistes et nationalistes les plus importantes de Guadeloupe, constitue l'élément le plus significatif de cette ample mobilisation.

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans Révolution socialiste, organe du GRS du mois d'août 1985, qui ti-

re les principales leçons de cette semaine de lutte.

La mobilisation victorieuse de la semaine du 22 juillet marque une étape dans la lutte du peuple Guadeloupéen. Ce n'est certes pas la première fois que des milliers de Guadeloupéens se battent pour défendre un droit ou conquérir un mieux être. Cela s'est déjà produit, dans les dernières décennies, pour des questions de salaires, dans des affaires électorales, contre le racisme et pour la dignité. Mais c'est la première fois qu'une mobilisation combine les différents éléments suivants : un engagement prolongé, un engagement de milliers de gens, un engagement actif, un engagement coordonné unitairement par la totalité des organisations indépendantistes. Une telle expérience représente et cristallise un progrès de la conscience et de la combativité des masses populaires. Faire fructifier cet acquis au profit d'objectifs plus ambitieux et centraux, décupler l'énergie militante libérée dans le sens de la solution de nos problèmes, telle est la tâche des anticolonialistes conséquents.

Ceux-ci ne peuvent se cacher l'existence de certaines limites :

— le maintien en dehors de l'action d'une partie du mouvement ouvrier paralysé par l'attitude contre-révolutionnaire du Parti communiste guadeloupéen (PCG) ;

— le fait que, même si le mouvement s'inscrivait dans le contexte général de la lutte pour la libération nationale, ses acteurs n'étaient pas tous déjà gagnés à la cause indépendantiste.

Il n'empêche qu'un pas en avant important a été fait, donnant une dimension particulière à la responsabilité de nos organisations indépendantistes. Dans ce cadre, nous soumettons d'ores et déjà quelques réflexions et suggestions à débattre avec les travailleurs, les jeunes, les anticolonialistes, leurs organisations.

La morgue colonialiste a reçu un coup ; il faut aller plus en avant dans sa destruction. Tout d'abord, aussi insignifiant que soit le personnage Wacheux (l'enseignant français auteur de l'action raciste à l'origine de l'affaire, ndlr.), le raciste au pied léger, il faut imposer son expulsion sans délais. Cette œuvre de prophylaxie sera obtenue par la mobilisation populaire, puisque les « autorités » s'en révèlent incapables.

Ensuite, la rapidité du renforcement répressif montre l'urgence de la signature entre organisations anticolonialistes d'un pacte solennel et public de solidarité sans faille contre toute répression présente et à venir. Les batailles épuisantes pour imposer la fin des exclusives et du sectarisme doivent ainsi devenir inutiles. Un temps précieux, l'énergie considérable ainsi épuisés seront consacrés à l'action anticolonialiste.

Dans l'immédiat, nous proposons un engagement commun à considérer toute vague de licenciements (pour motifs répressifs ou autres) comme une attaque contre tout le mouvement populaire et

appelant, comme tel, une riposte unitaire d'ensemble.

Par ailleurs, la Guadeloupe entière ayant vécu à l'heure de Pointe-à-Pitre, nous proposons l'organisation d'une campagne unitaire de meetings dans tout le pays afin de débattre, avec tous, du sens de ces événements dans le cadre général de la lutte de libération nationale et sociale. Cette campagne permettra également de populariser les exigences les plus urgentes de l'heure, qui nous semblent être : l'expulsion des forces de répression de notre pays, l'expulsion des racistes et ultras qui peuplent l'appareil d'Etat colonial, l'expropriation au profit de la collectivité des entreprises qui prétendent, par le licenciement, aggraver le problème de l'emploi au pays, la réalisation par la pression populaire d'un programme de réforme agraire, la mise en place d'Assemblées populaires démocratiques pour débattre et agir sous le contrôle des travailleurs.

L'heure est à l'action créatrice ! L'heure est à la prise en main des problèmes par les masses ! Place à la Guadeloupe laborieuse, debout et unie ! ■

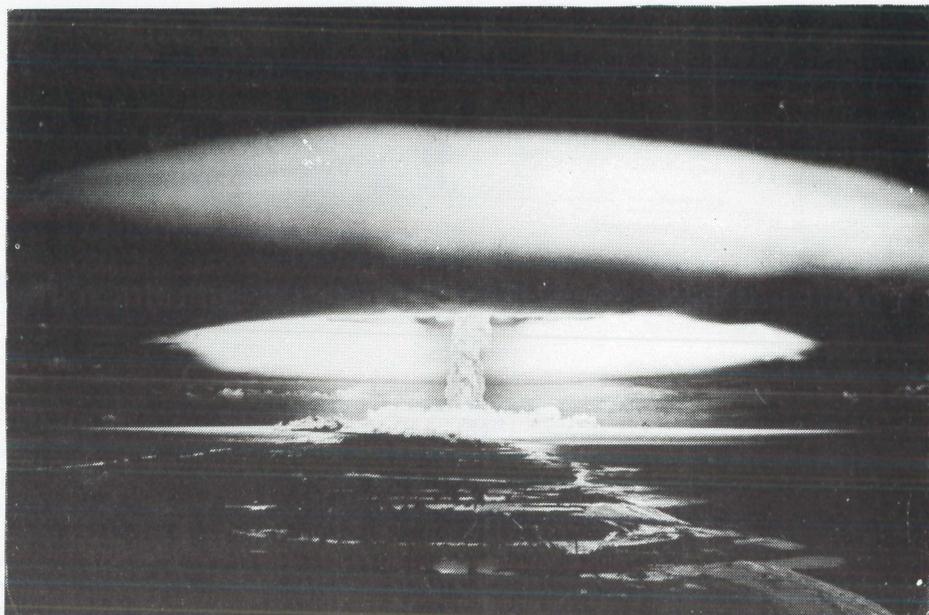
RECTIFICATIF

Dans le numéro 199 d'*Inprecor*, nous avons publié une liste de signatures tchécoslovaques de l'Appel de solidarité avec le Nicaragua parue dans *Le Monde* du 8 mai 1985. Cette liste était incomplète, comportait des orthographes erronées, mais surtout ne précisait pas que, quand les signataires étaient membres de la Charte 77 ou du VONS, ils ne s'engageaient qu'à titre personnel.

Ce dernier point n'est pas mineur : pour demeurer, la Charte 77 doit rester pluraliste. Récemment, une polémique l'avait traversée parce que certains de ses membres avaient signé en qualité un document sur la conception de l'histoire en Tchécoslovaquie, d'inspiration plutôt chrétienne conservatrice (voir ce débat dans le numéro 190 d'*Inprecor*).

Voici donc la liste des signataires telle que nous l'a communiquée l'agence Palach Press : Jiri Dienstbier, ancien journaliste, Eva Kanturkova, écrivain, Jiri Hajek, ancien ministre des Affaires étrangères, Ladislav Hejdanek, philosophe, Vaclav Maly, prêtre catholique, Milos Rejchrt, pasteur protestant, Jaroslav Sabata, ex-membre du comité central du Parti communiste, psychologue, Gertruda Sekaninova-Cakrtova, avocate et ancien membre du Parlement, Anna Sabatova, Petr Uhl, ancien enseignant.

**ABONNEZ-VOUS
A INPRECOR**



Le visage de la destruction nucléaire. (DR)

(suite de la page 28)

man juge trop favorable à l'URSS, d'où vient-il ? De l'inaction des Anglo-Américains face à Hitler. Lors de la conférence de Yalta (la bête noire de Truman), Churchill et Roosevelt avaient dû faire quelques concessions à Staline, parce qu'ils n'étaient pas en mesure de faire autrement sur le terrain. On ignore trop souvent, dans la partie occidentale de l'Europe que, concernant ce continent, la Deuxième Guerre mondiale fut essentiellement une guerre germano-soviétique. En témoignent les fantastiques destructions infligées à l'URSS par la Wehrmacht hitlérienne (9). Et c'est non sans plaisir que la Grande-Bretagne, qui espère retarder son propre déclin de première puissance mondiale, et les Etats-Unis, sur le point de devenir le gendarme du monde, assistent à l'empoignade de la contre-révolution nazie et de l'ennemi de toujours, l'Etat soviétique né de la Révolution d'Octobre.

Cyniquement, Churchill constatera que, jusqu'en 1943, les Alliés occidentaux « firent joujou » avec six divisions allemandes, alors que l'Union soviétique devait faire face à ... 185 divisions ! (10) De même, Truman, alors simple sénateur, expliquait en 1941 : « Si nous nous rendons compte que c'est l'Allemagne qui est en train de gagner la guerre, il faut aider la Russie, et si c'est la Russie, il faut aider l'Allemagne, et, de cette manière, en tuer le plus possible. » (11)

LA POLITIQUE DU REFOULEMENT

En sous-estimant gravement les fantastiques capacités de résistance du peuple soviétique, les Alliés occidentaux se placèrent eux-mêmes en position de faiblesse — relative — lors de la conférence de Yalta. L'emploi de l'arme nucléaire devait permettre d'effacer ce handicap et d'ouvrir la voie à une politique beaucoup

plus agressive des Etats-Unis, devenus chef de file de l'impérialisme.

La politique dite « du refoulement » — qui provoquera directement la guerre de Corée et celle du Vietnam — n'est pas une réplique américaine à une prétendue politique d'expansion de Staline, mais bien le signe de la volonté des Etats-Unis de dominer le monde (12). En ce sens, comme dut le constater le très anticommuniste éditeur de la *Saturday Review of Literature*, le recours à l'arme atomique « veut dire que la guerre froide avait commencé avant même que l'autre eût cessé. Et les habitants de Hiroshima n'auraient pas été les dernières victimes de la Seconde Guerre mondiale, mais les premières victimes de la lutte de puissance ouverte entre les USA et l'URSS » (13). Et l'initiative de cette confrontation revint aux Etats-Unis. ■

Eric Peter,
La Brèche,
6 juillet 1985.

9. Quelques chiffres officiels : 20 millions de morts, 15 grandes villes, 1710 cités et 70 000 bourgs et villages complètement ou partiellement détruits, 25 millions de sans-abri, 31 850 entreprises industrielles détruites, 98 000 kolkhozes pillés et détruits ainsi que 40 000 hôpitaux et polycliniques, etc. Source : *Histoire de la politique extérieure de l'URSS*, Moscou, Ed. du Progrès, Cf. aussi note 7.

10. David Horowitz, *Kalter Krieg : Hintergründe der US-Aussenpolitik von Yalta bis Vietnam*, Berlin, Ed. Wagenbach, 1980, p. 36.

11. W. Burchett, op. cit., p. 102.

12. « George Kennan qui, en 1947, en tant que dirigeant du service de planification de politique extérieure, occupait un poste de responsable, avoua dix ans plus tard qu'il n'avait jamais considéré une expansion militaire de l'Union soviétique comme une possibilité réelle. Il alla même plus loin, expliquant que le service de planification (...) considérait le danger communiste dans sa forme la plus dangereuse comme un problème intérieur, c'est-à-dire comme un problème de l'ordre social des sociétés occidentales. » D. Horowitz, op. cit., p. 384.

13. Robert Jungk, *Plus clair que mille soleils. Le destin des atomistes*, Paris, ed. Arthaud, 1958, p. 185.

Il y a 40 ans,

la guerre froide a commencé à Hiroshima

LE quarantième anniversaire des bombardements nucléaires américains d'Hiroshima (6 août 1945) et de Nagasaki (9 août 1945) a donné lieu, dans les médias, à de nombreux commentaires. C'est en effet le moment de se rappeler toute l'horreur de bombardements à la suite desquels « tout le centre d'Hiroshima, dans un rayon de 3,5 km, se transforma pendant un instant très court en un gigantesque four crématoire. Ensuite, il se désintégra et ce qui avait été une ville industrielle et commerçante de 250 000 habitants ne fut plus qu'un nuage de poussière fait de millions et de millions d'éclats de bois, de verre, de métal et de débris humains centrifugés ou

aspirés avec une force terrible » (1). La lente agonie des habitants irradiés, la mort sociale et psychologique des Hibakusha (2) doit aussi être évoquée.

Pourtant, cette commémoration fut aussi l'occasion de voir réaffirmer certaines explications des raisons des bombardements nucléaires américains, qui sont autant de tentatives de justification. L'article ci-dessous, initialement publié dans *La Brèche* — organe du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale — du 6 juillet 1985, s'emploie à démontrer comment la politique impérialiste américaine a abouti à ces bombardements nucléaires. ■

Eric PETER

Deux explications courantes parsèment les ouvrages consacrés à la question des bombardements nucléaires américains de Hiroshima et Nagasaki. La première, qui est la plus commune, reprend la justification avancée par le président des Etats-Unis de l'époque, Harry S. Truman : il s'agissait de mettre fin le plus rapidement possible à la guerre contre le Japon, en épargnant ainsi des vies humaines. La seconde, plus proche de la réalité, dit qu'en fait ce n'était pas le Japon mais l'Union soviétique qui était visée, l'emploi de la bombe atomique faisant office de coup de semonce face à la politique « expansionniste » de Joseph Staline. Voyons de plus près ce qu'il en est.

UN ACTE MILITAIRE REPOSANT SUR DES MOTIFS HUMANITAIRES ?

Cette justification, issue en droite ligne de la mythologie de la Deuxième Guerre mondiale, est à ranger au rayon des balivernes. Elle méconnaît complètement la situation réelle du Japon à cette époque. Depuis février 1945, le pays est soumis aux raids du 21e Bomber Command. Les dégâts provoqués par les bombes incendiaires des super-forteresses volantes (des B-29 construits et utilisés exclusivement pour la guerre contre le Japon) sont effroyables : Tokyo est rasée à 50 %, Yokohama à 85 %, Osaka à 35 %, Kobé à 56 %. L'activité industrielle des cinq grands centres japonais les plus importants est annihilée à 80 %. « Lorsque survinrent les attaques nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, 69 cités représentant plus de 21 millions d'habitants avaient été touchées et 290 km² détruits. Environ 50 % de la superficie de 42 villes avaient disparu. » (3) Et, alors que le Japon est un archipel, « 90 % de la marine de guerre et de la flotte de commerce avaient été envoyés par le fond, et l'île principale, Honshu, était quasiment isolée de Hokkaido au nord, et de Kyu Shu au sud » (4). Cette

situation amena le gouvernement japonais à négocier une capitulation, par l'intermédiaire de Moscou. Les Américains étaient parfaitement au courant, décryptant tous les messages que Togo, ministre japonais des Affaires étrangères, adressait à l'ambassadeur Sato.

Par ailleurs, cette « explication » n'explique rien quant au moment choisi pour les raids sur Hiroshima et Nagasaki, qui ne répondaient à aucune urgence militaire, puisque les plans d'invasion du Japon préparés par Mac Arthur et Nimitz prévoyaient un premier débarquement en octobre 1945 et un second en mai 1946. Plus encore, les responsables militaires estimaient quasiment tous que l'emploi de la bombe n'était pas nécessaire. Le chef d'état-major américain, le général Marshall, pensait que la déclaration de guerre soviétique suffirait à provoquer la reddition du Japon. (En effet, les Soviétiques s'étaient engagés à la conférence de Yalta, en février 1945, à déclarer la guerre au Japon, ce qu'ils ont fait finalement le 8 août, 48 heures après le bombardement de Hiroshima, ndr.). Pour l'amiral Leahy, « les Japonais étaient virtuellement battus et prêts à capituler ». Le commandement de la flotte stratégique de bombardement US estimait que « le Japon aurait certainement capitulé avant le 31 décembre 1945, même si les deux bombes atomiques n'avaient pas été larguées ». Selon Eisenhower, « le Japon était déjà vaincu et (...) il était absolument inutile de lancer la bombe ». Churchill affirmait que « la défaite du Japon était certaine avant la chute de la première bombe » (5).

La décision de recourir à l'arme atomique relevait tellement peu d'une nécessité militaire que le commandant en chef des forces alliées dans le Pacifique, le général Mac Arthur, n'en fut même pas averti ! Bref, « si Truman négligea les autres moyens de terminer la guerre, c'est qu'à long terme il avait besoin de l'utilisation militaire de la bombe pour renforcer sa nouvelle diplomatie » (6). L'objectif de cette « nouvelle diplomatie » n'était ni

Rome ni Tokyo ni Berlin, mais Moscou.

REFOULER L'« EXPANSIONNISME » RUSSE

De fait, tous les historiens sérieux considèrent que le recours à l'arme atomique fut la pierre angulaire de la nouvelle stratégie américaine, impulsée par Truman, qui déclarait à son gouvernement, le 23 avril 1945 : « Nos accords avec l'Union soviétique n'ont été jusqu'ici qu'une rue à sens unique et cela ne peut continuer. (...) C'est maintenant ou jamais. » (7)

Il s'agit donc clairement de modifier le rapport des forces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, l'emploi de la bombe atomique devant fournir aux premiers un avantage décisif. L'argument de l'« expansionnisme » soviétique n'est pas encore avancé, et pour cause, puisqu'il n'a à ce moment-là aucune assise dans la réalité. Il ne sera inventé que bien plus tard, entre autres lors du célèbre discours de Churchill à l'université de Fulton, le 15 mars 1946, qui donna à l'expression « rideau de fer » ses lettres de noblesse ... bourgeoises : « De Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abaissé, qui coupe en deux le continent. » (8)

Mais ce rapport des forces, que Truman
(suite à la page 27)

1. Louis Allen, « Hiroshima et Nagasaki », in *Historia*, numéro spécial « 1945 : l'été de l'apocalypse », juin 1985.

2. Hibakusha : terme désignant les survivants irradiés et leurs descendants. Le décompte officiel des victimes d'Hiroshima et de Nagasaki a été arrêté à 400 000 personnes environ. Or, aujourd'hui encore, à la troisième génération, les radiations poursuivent leur œuvre.

3. Patrick Facon, « Le Japon sous les bombardements américains », in *Historia*, op. cit.

4. David Elstein, « La décision », in *Historia*, op. cit.

5. Idem.

6. Idem.

7. Idem.

8. W. Burchett, *Hiroshima maintenant*, Paris, Ed. Messidor/Temps actuel, 1984, p. 147.